

LE DISPOSITIF NATIONAL DE GOUVERNANCE DES DONNÉES LANCÉ

L'Algérie renforce sa souveraineté numérique

Sous le haut patronage du président de la République, le Premier ministre Sifi Ghrieb a officiellement inauguré, ce lundi au Centre international des conférences (CIC), la plateforme nationale de gouvernance des données. En présence de Meriem Benmouloud, ministre et haut-commissaire à la numérisation, cet événement consacre une étape décisive pour l'Algérie, érigeant désormais la donnée en pilier central de la souveraineté numérique et de la conduite des politiques publiques.. P 3



SOUS LE SLOGAN « LES PARTENARIATS D'AUJOURD'HUI CONSTRUIRONT LES VÉHICULES DE DEMAIN »

Ouverture aujourd'hui à Oran du Salon «Mechanica Al Djazair»

Le Salon de l'industrie automobile, des pièces détachées et de la sous-traitance «Mechanica Al Djazair» ouvrira ses portes pour sa première édition aujourd'hui au Centre des conférences Mohamed Ben Ahmed à Oran, sous le slogan « Les partenariats d'aujourd'hui construiront les véhicules de demain ».

P 2

PORTS, ROUTES,
CHEMINS DE FER

**L'infrastructure, nouveau
pilier de l'économie
nationale**

L'infrastructure de transport s'impose désormais comme l'un des leviers centraux de la stratégie économique nationale. Entre l'extension accélérée du réseau ferroviaire, la modernisation des ports et la mise à niveau du maillage routier, l'Algérie engage un cycle d'investissements lourds. Ce déploiement massif est destiné à soutenir la croissance, à optimiser la logistique industrielle et à booster l'exportation minière. Aujourd'hui, plus de 3 000 kilomètres de voies ferrées sont en chantier, complétant un réseau routier qui dépasse déjà les 145 000 kilomètres.

P 5

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT
ALGÉRIE-IFC

**L'agriculture au cœur
des priorités
stratégiques**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine Walid, a reçu, hier au siège de son département ministériel, une délégation de la Société financière internationale (IFC), conduite par son vice-président chargé de l'Afrique, M. Ethiopis Tamara. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à consolider le partenariat entre l'Algérie et cette institution relevant du Groupe de la Banque mondiale, en particulier dans le domaine stratégique de l'investissement agricole.

P 5

COGESTION DES PÊCHERIES ARTISANALES

**L'expérience pilote
algéro-japonaise à Oran
bientôt généralisée** P 2

TRANSPORT MARITIME

**Le gouvernement met l'accent
sur la réduction des émissions
de carbone** P 5

PROGRAMME D'IMPORTATION
DE 10 000 BUS

**Réception d'une nouvelle
cargaison au port de Jijel** P 4

L'AAPI ORGANISE CE MARDI UNE JOURNÉE D'ÉTUDE À ORAN

L'investissement productif et l'intégration industrielle au menu

Par Z R.

L'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) a annoncé, hier, l'organisation d'une journée d'études sur le thème : «L'investissement productif au service de la sous-traitance et de l'intégration industrielle», aujourd'hui mardi, à Oran. Cette journée d'étude qui se tient, indique l'Agence dans un communiqué, en marge de la première édition du Salon «Mechanica Al Djazair», qui se tiendra du 10 au 12 février 2026 à Oran, vise à mettre en lumière les opportunités et les perspectives de développement de la sous-traitance et de l'intégration industrielle, notamment dans les industries mécaniques, verra la participation des principaux acteurs du secteur, tels que les opérateurs économiques, les associations professionnelles spécialisées, les représentants des administrations et des organismes économiques publics, les institutions financières, les organisations patronales, ainsi que des experts économiques. L'organisation de cette rencontre s'inscrit, ajoute la même source, dans le cadre de la politique de l'agence visant à promouvoir l'investissement productif, diversifier l'économie nationale et renforcer l'industrie locale. Elle vise également à augmenter le taux d'intégration des entreprises algériennes dans les chaînes de valeur régionales et internationales, à travers l'accompagnement et le soutien des projets d'investissement dans le domaine de la sous-traitance, en tant que pilier fondamental pour réaliser l'intégration industrielle et établir une base industrielle nationale solide et intégrée, en particulier dans la production de pièces de rechange, d'accessoires et de composants liés aux industries mécaniques.

SOUS LE SLOGAN « LES PARTENARIATS D'AUJOURD'HUI CONSTRUIRONT LES VÉHICULES DE DEMAIN »

Ouverture aujourd'hui à Oran du Salon «Mechanica Al Djazair»

Le Salon de l'industrie automobile, des pièces détachées et de la sous-traitance «Mechanica Al Djazair» ouvrira ses portes pour sa première édition aujourd'hui au Centre des conférences Mohamed Ben Ahmed à Oran, sous le slogan « Les partenariats d'aujourd'hui construiront les véhicules de demain ».

Par Zahir R.

Cette manifestation économique majeure, organisée sous le patronage du Ministre de l'Industrie, se tiendra du 10 au 12 février 2026, en partenariat avec l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement, le Conseil de Renouveau Économique Algérien et la Bourse de la Sous-traitance et du Partenariat pour l'Ouest, indiquent les organisateurs dans un communiqué. Cet événement d'envergure réunira plus de 150 acteurs du secteur, représentant des entreprises leaders dans le domaine, ainsi que des marques internationales reconnues dans

la fabrication de voitures, de camions et de leurs accessoires, en plus des entreprises de fabrication de pièces détachées, des sociétés de sous-traitance et des institutions financières. Des panels et des ateliers seront organisés à l'occasion du salon pendant trois jours, animés par des experts et spécialistes. En effet, l'organisation de cette manifestation s'inscrit dans le cadre des efforts des autorités publiques visant à établir des bases industrielles réelles et durables pour le secteur des véhicules en Algérie, reposant sur l'intégration locale, le transfert de technologie et le développement du tissu industriel national. Ce rendez-vous professionnel vise également

à rassembler les différents acteurs de la chaîne industrielle mécanique et de la fabrication de véhicules, des fabricants et fournisseurs aux entreprises de sous-traitance, en passant par les organismes et institutions de soutien à l'investissement et à la production, offrant ainsi un espace d'échange et de construction de partenariats professionnels. La première édition a pour objectif de mettre en valeur les capacités industrielles nationales et d'encourager le développement de la chaîne de valeur dans le domaine de l'industrie automobile, considérée comme l'un des secteurs stratégiques pour la diversification de l'économie nationale.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Lancement d'un atelier de travail pour l'évaluation du système national de l'industrie des médicaments et des vaccins

Un atelier de travail organisé par le ministère de l'Industrie pharmaceutique, en coordination avec le bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'évaluation du système national adopté dans le domaine de la fabrication des médicaments et des vaccins, a débuté, dimanche à Alger, indique un communiqué du ministère. Prennent part aux travaux de cet atelier organisé dans le cadre des démarches pour l'obtention du certificat de maturité de niveau 3 "ML-3", des cadres du ministère de l'Industrie pharmaceutique et du mi-

nistère de la Santé, ainsi que des représentants de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et du Centre national de la pharmacovigilance et de matériovigilance (CNPM) concernant les médicaments et le matériel médical. L'atelier a également connu la participation d'experts de l'OMS, afin de suivre les deniers préparatifs entamés par l'Algérie, pour l'obtention du certificat de maturité, selon l'évaluation de l'OMS, "un objectif stratégique à même de consolider la crédibilité du système organisationnel national, de soutenir l'acti-

vité de l'industrie pharmaceutique et de faciliter l'accès des produits pharmaceutiques aux marchés internationaux", précise la même source. Dans une allocution à cette occasion, lue par le secrétaire général du ministère, le ministre du secteur, Ouacim Kouidri, a mis en avant l'importance de cette rencontre qui est "en phase avec les orientations des autorités publiques visant à renforcer les capacités des structures relevant du secteur de l'industrie pharmaceutique et à consacrer la culture de la planification straté-

gique, de l'évaluation et de l'amélioration continue, suivant les normes et les spécifications adoptées par l'OMS. Le ministre a également affirmé que "les réformes structurelles engagées par le ministre, en sus du cadre réglementaire qui connaît une évolution continue, ont contribué à insuffler une nouvelle dynamique au secteur de l'industrie pharmaceutique, à encourager l'investissement et à renforcer l'intégration progressive des techniques sanitaires nouvelles", a ajouté le communiqué.

R E.

COGESTION DES PÊCHERIES ARTISANALES

L'expérience pilote algéro-japonaise à Oran bientôt généralisée

L'expérience pilote de cogestion des pêcheries artisanales, axée sur l'utilisation des récifs artificiels et menée à Oran dans le cadre d'une coopération algéro-japonaise, sera prochainement étendue à d'autres wilayas côtières, notamment Skikda, Tizi Ouzou et Tipaza, avant d'être progressivement généralisée à l'ensemble du littoral national, a annoncé dimanche le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Miloud Tria. S'exprimant lors d'un atelier à Alger intitulé "Approche de cogestion des pêcheries artisanales à travers l'utilisation des récifs artificiels", organisé dans le cadre d'un programme de coopération technique avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), M. Tria a souligné l'importance de cette initiative lancée en 2021, visant à renforcer la gestion participative et durable des res-

sources halieutiques. Dans ce contexte, il a insisté sur l'intérêt de cette approche pour la durabilité de la pêche artisanale, rappelant qu'environ 65 % de la flotte nationale est constituée de pêcheurs artisanaux ne pouvant pas opérer en haute mer, ce qui engendre, selon lui, une forte pression sur les zones côtières. Il a estimé ainsi que les récifs artificiels constituent une alternative rationnelle pour une exploitation durable des ressources halieutiques. Mettant en avant l'importance des récifs artificiels comme outil stratégique pour la restauration des habitats marins et le soutien de l'activité des pêcheurs, le directeur général a indiqué que l'expérience menée à Oran en partenariat avec la JICA a produit des résultats positifs. "La généralisation de cette approche à d'autres wilayas se fera dans le respect

du cadre légal en vigueur, notamment le décret exécutif n 17-363 du 25 décembre 2017, fixant les normes techniques, environnementales et administratives relatives à leur installation", a-t-il précisé. Pour sa part, l'expert japonais en promotion de la cogestion de la pêche artisanale, Nanao Hitonori, a souligné les bénéfices de cette approche, assurant que l'expérience menée à Oran a permis le renouvellement du stock halieutique, la réduction de la pression exercée sur le littoral ainsi que la création de zones marines favorables à la reproduction naturelle des espèces. Outre sa contribution à la restauration des milieux marins et à la gestion durable des pêcheries, cette approche assure également la stabilité des moyens de subsistance des pêcheurs, a-t-il ajouté. Le programme de coopération algéro-japonaise repose notamment sur la forma-

tion des acteurs locaux, l'échange d'expertises et le développement de pratiques innovantes, à travers des sessions de formation en Algérie, au Japon et en Tunisie, ainsi que la mise en oeuvre de projets pilotes sur plusieurs côtes algériennes, a expliqué de son côté la chargée du programme au niveau de la JICA, Sugiyama Yoshiko. Présent aux travaux de cet atelier, l'ambassadeur du Japon en Algérie, Kotaro Suzuki, a affirmé que la coopération entre les deux pays dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture "repose sur une relation de confiance établie depuis la fin des années 1980". Saluant les efforts des acteurs du secteur et le rôle de la JICA, il a souligné que l'utilisation des récifs artificiels constitue une tradition ancienne au Japon que son pays souhaite partager avec l'Algérie.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE DISPOSITIF NATIONAL DE GOUVERNANCE DES DONNÉES LANCÉ

L’Algérie renforce sa souveraineté numérique

Sous le haut patronage du président de la République, le Premier ministre Sifi Ghrieb a officiellement inauguré, ce lundi au Centre international des conférences (CIC), la plateforme nationale de gouvernance des données. En présence de Meriem Benmouloud, ministre et haut-commissaire à la numérisation, cet événement consacre une étape décisive pour l’Algérie, érigeant désormais la donnée en pilier central de la souveraineté numérique et de la conduite des politiques publiques.

Par Selma R.

Placée sous le slogan « Souveraineté, organisation et transparence », cette initiative s’inscrit dans une démarche de structuration globale de l’écosystème informationnel de l’État. Elle vise à mettre fin à la dispersion des systèmes, à l’hétérogénéité des bases de données et à la fragmentation des processus de numérisation. Le nouveau dispositif repose sur un modèle souverain intégré, destiné à encadrer la production, la gestion, la circulation et l’exploitation des données publiques dans un cadre unifié, sécurisé et normé. Dans une allocution à forte portée stratégique, le Premier ministre a tenu à redéfinir la place de la donnée dans l’architecture de l’action publique. Pour Sifi Ghrieb, la donnée n’est plus un simple support administratif, mais une ressource de puissance. « Les données sont devenues un actif stratégique de l’État, au même titre que la terre, l’eau ou l’énergie. Elles constituent un levier décisif pour soutenir la décision publique, améliorer l’efficacité des politiques nationales et renforcer la souveraineté de l’État », a-t-il déclaré. Consacrée par le décret présidentiel n°25-350 du 30 décembre 2025, la plateforme nationale de gouvernance des données ne se limite pas à un outil technique. Elle s’appuie sur une architecture complète comprenant un réseau souverain dédié, chargé de relier l’ensemble des institutions et organismes publics. Ce réseau doit assurer des échanges d’informations rapides, interopérables et hautement sécurisés, tout en réduisant l’exposition aux risques externes et aux vulnérabilités cybernétiques. L’objectif est d’installer une chaîne de confiance numérique couvrant l’ensemble des flux de

données institutionnelles. Le chef du gouvernement a souligné que cette évolution marque une rupture avec les pratiques antérieures. Le passage d’une gouvernance fondée sur le papier et des systèmes isolés vers une gouvernance numérique globale constitue, selon lui, une condition essentielle pour améliorer la performance de l’action publique. « Cette plateforme constitue un pilier essentiel pour la construction d’un État moderne et innovant, capable d’anticiper les défis futurs. Elle nous permet de passer d’une numérisation fragmentée à une gouvernance numérique globale, centrée sur la donnée », a affirmé M. Ghrieb. Cette centralité de la donnée doit permettre une meilleure traçabilité des décisions, une plus grande cohérence des politiques publiques et un renforcement de la transparence administrative. La dimension interinstitutionnelle du projet a également été mise en avant. Les autorités insistent sur la coordination entre les différents secteurs et sur l’adhésion progressive des administrations au nouveau cadre de gouvernance. La plateforme est conçue comme un socle commun de référence, favorisant l’harmonisation des standards, la qualité des bases de données et le partage contrôlé de l’information entre organismes publics, dans le respect des prérogatives de chacun. Au-delà de la sphère administrative, les retombées attendues concernent aussi l’économie nationale. En dotant le pays d’un cadre juridique et organisationnel clair en matière de données, les pouvoirs publics entendent renforcer la confiance des investisseurs et soutenir l’essor de l’économie numérique. Des données fiables, structurées et accessibles, (dans un cadre réglementé) sont présentées comme un facteur clé pour encourager l’innovation, stimuler l’entrepreneuriat

technologique et faire émerger de nouveaux modèles économiques fondés sur la valorisation de l’information. La plateforme est également appelée à jouer un rôle central dans le développement de l’intelligence artificielle en Algérie. Le Premier ministre a rappelé que la performance des solutions d’IA dépend directement de la qualité des jeux de données disponibles. Il a insisté sur le fait qu’il est impossible de concevoir des applications d’IA robustes sans « des données structurées, de qualité, interopérables et fiables », tout en soulignant que cette dynamique doit s’inscrire dans « le strict respect des exigences de cybersécurité, des principes éthiques et de la protection des données à caractère personnel ». Sur le plan international, cette démarche vise également un alignement avec les normes et les bonnes pratiques en matière de gouvernance des données. Elle doit améliorer l’interopérabilité avec les partenaires étrangers, faciliter la coopération numérique et renforcer la position de l’Algérie comme acteur crédible dans l’espace numérique mondial. En conclusion, le Premier ministre a tenu à souligner la portée politique du projet : il ne s’agit pas, selon ses termes, « d’un choix technique conjoncturel, mais d’un choix souverain et stratégique mûrement réfléchi ». Appelant à une mobilisation de l’ensemble des secteurs, il a exhorté les institutions à intégrer durablement une culture de la donnée comme actif stratégique. La réussite de ce modèle national, a-t-il estimé, doit permettre à l’Algérie de se hisser parmi les pays de référence en matière de gouvernance des données et de consolider sa crédibilité sur la scène numérique internationale.

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT ALGÉRIE-IFC

L’agriculture au cœur des priorités stratégiques

Par Réda Hadi

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine Walid, a reçu, hier au siège de son département ministériel, une délégation de la Société financière internationale (IFC), conduite par son vice-président chargé de l’Afrique, M. Ethiopis Tamara. Cette rencontre s’inscrit dans le cadre des efforts visant à consolider le partenariat entre l’Algérie et cette institution relevant du Groupe de la Banque mondiale, en particulier dans le domaine stratégique de l’investissement agricole. Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale et d’élargir les perspectives d’intervention de l’IFC dans le secteur agricole algérien, dans un contexte marqué par la volonté des pouvoirs publics d’accélérer la modernisation de l’agriculture et de renforcer durablement la

sécurité alimentaire du pays. À cet égard, M. Yacine Walid a présenté un aperçu détaillé de la stratégie nationale adoptée pour le développement du secteur, fondée sur l’encouragement des investissements nationaux et étrangers dans les segments clés de la chaîne de valeur agricole, notamment la production, la transformation et l’exportation. Cette stratégie vise à exploiter pleinement les importantes potentialités agricoles dont dispose l’Algérie, afin de réduire la dépendance aux importations et d’atteindre l’autosuffisance pour plusieurs produits de large consommation. Le ministre a, dans ce cadre, mis en avant les progrès réalisés dans le développement de l’agriculture saharienne, devenue un levier majeur de la production agricole nationale grâce à l’introduction de techniques modernes, à l’optimisation de l’utilisation des ressources hydriques et à l’extension des superficies cultivées dans le Sud du pays.

L’orientation de l’Algérie vers une agriculture moderne, performante et durable a suscité un intérêt particulier de la part de la Société financière internationale. Les représentants de l’IFC ont ainsi exprimé la disposition de l’institution à accompagner les projets agricoles en Algérie à travers un appui technique et financier ciblé. Cet accompagnement pourrait concerner, notamment, l’amélioration de l’efficacité de la production, le renforcement des capacités des opérateurs économiques et l’appui aux exportateurs agricoles pour l’adoption des normes internationales de qualité et l’accès à de nouveaux marchés extérieurs. Parmi les propositions avancées figure également la création d’un incubateur d’entreprises spécialisé dans les technologies agricoles. Cet outil aurait pour objectif d’encadrer et de soutenir les projets innovants, de favoriser l’émergence de start-up dans l’agritech et de

promouvoir l’utilisation de solutions numériques et technologiques adaptées aux spécificités du secteur agricole algérien. La question du financement a également occupé une place centrale dans les échanges. Les deux parties ont examiné la possibilité pour l’IFC d’accompagner le ministère de l’Agriculture dans la mise en place de mécanismes de financement modernes, mieux adaptés aux besoins des investisseurs et des porteurs de projets agricoles. Ces mécanismes viseraient à faciliter l’accès au crédit, à encourager l’investissement privé et à renforcer l’attractivité du secteur. Cette rencontre traduit la volonté de l’Algérie de s’appuyer sur des partenariats internationaux solides pour accélérer la transformation de son agriculture et en faire un pilier essentiel du développement économique et de la diversification hors hydrocarbures.

GOUVERNANCE DES DONNÉES

L’Autorité de protection des données au cœur du nouveau dispositif national

Le président de l’Autorité nationale pour la protection des données à caractère personnel (ANPDP), Samir Bourahil, a affirmé, hier à Alger, que le lancement du système national de gouvernance des données constitue un tournant stratégique dans la construction d’un État numérique souverain, fondé sur l’organisation, la transparence et la protection des droits fondamentaux des citoyens. S’exprimant lors de la cérémonie officielle organisée au Centre international des conférences Abdelatif Rahal, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Bourahil a souligné que les données sont devenues un pilier de la souveraineté nationale, au même titre que les ressources stratégiques classiques, dans un contexte marqué par des mutations géopolitiques et numériques accélérées. Le responsable a insisté sur le fait que la gouvernance des données dépasse la simple dimension technique ou organisationnelle. Elle constitue, selon lui, un enjeu souverain et stratégique, visant à garantir la qualité, la fiabilité et la transparence de l’information, tout en transformant les données en ressources au service de la décision publique, du développement économique et de l’amélioration des services publics. L’une des annonces majeures de son intervention concerne le rôle central confié à l’Autorité nationale pour la protection des données par le décret présidentiel n° 25-320 du 30 décembre 2025. En vertu de ce texte, l’ANPDP est chargée de superviser la conformité de l’indexation et de la classification des données personnelles avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, dans le cadre du système national de gouvernance des données. M. Bourahil a précisé que cette mission, consacrée notamment par l’article 15 du décret, place l’Autorité au cœur du processus de transformation numérique, avec pour objectif d’assurer un équilibre entre l’innovation technologique et la protection de la vie privée. Il a rappelé que la protection des données personnelles n’est pas seulement une obligation légale, mais également un engagement moral, affirmant que « la dignité de l’homme dans l’espace numérique commence par son droit à la vie privée ». Le président de l’ANPDP a également réaffirmé l’engagement total de son institution à accompagner l’ensemble des secteurs, publics comme privés, dans la mise en œuvre du nouveau système, afin de garantir une utilisation responsable et sécurisée des données. Cette démarche vise à renforcer la confiance numérique et à consolider les principes de transparence dans le traitement de l’information.

Synthèse S R.

USTHB

Les équipes lauréates du 3ème ”Hackathon” distinguées

Les 3 équipes lauréates de la 3ème édition du "Hackathon", une compétition nationale de programmation et de développement numérique, ont été distinguées, dimanche à Alger, lors d'une cérémonie organisée à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) à Alger. Organisé par le "Micro Club" de l'USTHB, ce concours a réuni 80 étudiants issus de divers établissements du pays, répartis sur 16 équipes autour de la problématique de "la gestion intelligente des ports", pour laquelle ces derniers ont développé des solutions technologiques innovantes. Les 3 équipes, composées chacune de 5 étudiants et ayant reçu l'approbation du jury pour la qualité de leurs travaux, sont "Comic Som" ayant décroché le 1er prix, suivie de "Prics" et de " Blitz", lauréates respectivement du 2ème et 3ème prix.

Outre les étudiants de l'USTHB, les concurrents sont en majorité issus de l'Ecole supérieure de l'informatique (ESI) de Oued Smar, explique le président du club organisateur, Rayan Belhocine. Qualifiant cette manifestation de "réussite grâce aux efforts des acteurs et partenaires de l'événement", le vice-recteur de l'USTHB chargé de la Scolarité et de la Pédagogie, le Dr Toufik Belaid, a notamment rendu hommage aux étudiants du "Micro Club", tout en saluant les autres équipes non lauréates. "Les équipes participantes ont également réussi puisqu'elles ont toutes créé quelque chose", a-t-il déclaré avant de souhaiter à ces dernières le succès lors des prochaines compétitions.

APS

PROGRAMME D'IMPORTATION DE 10 000 BUS Réception d’une nouvelle cargaison au port de Jijel

L'Établissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des Fabrications Militaires (DFM) du Ministère de la Défense nationale (MDN), a réceptionné, dimanche soir au port de Djen Djen (Jijel) une nouvelle cargaison de 210 bus, selon un communiqué de l'Entreprise portuaire. Le même document précise que cette opération, effectuée dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à importer 10.000 nouveaux bus pour le renouvellement du parc national de transport de voyageurs, "est inscrite dans le cadre de la stratégie des autorités publiques visant à moderniser les moyens de transport et à renforcer les capacités du secteur au niveau national". Pour rappel, le port de Jijel avait accueilli, mardi dernier, une cargaison de 380 bus.

LE PREMIER MINISTRE INSPECTE LE PROJET DE DÉDOUBLEMENT DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Un levier économique et de développement pour la région de l’Est

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a effectué, dimanche une visite de terrain dans la wilaya de Souk Ahras pour suivre l'état d'avancement des travaux du projet de dédoublement, de rectification et de modernisation de la ligne minière Est, l'un des projets stratégiques de la région de l'Est. La ligne minière Est qui s'étend d'Annaba, en passant par Boucheghouf, Tébessa, Djbel el Onk, jusqu'à Bled El Hadba sur une distance globale de 422 km, vise à développer l'infrastructure de base pour le transport ferroviaire et d'augmenter la capacité de charge et d'assurer un transport sûr et efficace aux voyageurs et aux marchandises.

Le ministre a inspecté le tronçon reliant Boucheghouf et Dréa à Souk Ahras, qui s'étend sur 121km, et comprend des ouvrages d'art importants comme le tunnel

N 08, long de 2175 m et le pont N 39, long de 1354.2 m. Lors de la visite, le Premier ministre a reçu des explications détaillées sur l'avancement des travaux, et a insisté sur la nécessité de "suivre soigneusement toutes les phases du projet et de garantir le respect des normes de sécurité et de qualité". Le Premier ministre a affirmé que le projet constitue "un levier économique et de développement pour la région de l'Est, car il contribuera à améliorer le transport inter-wilayas, à faciliter le transport des matières premières et des produits, outre le soutien des investissements locaux et le renforcement du développement économique et social".

Il a également affirmé son engagement à "mettre en œuvre les instructions du président de la République pour achever le projet avant la fin de l'année", insistant sur l'importance de "la coordination entre les différentes parties prenantes afin

de garantir l'achèvement du projet dans les délais fixés et avec les plus hauts niveaux de qualité et d'efficacité". Le Premier ministre était accompagné lors de cette visite par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift.

R E.

AAPI

Examen des moyens d’implanter de nouveaux projets d’entreprises étrangères en Algérie

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a accueilli, dimanche à Alger, des délégations de plusieurs entreprises étrangères, afin d'examiner les opportunités d'investissement et d'implantation de nouveaux projets en Algérie, indique un communiqué de l'Agence. Dans ce cadre, le directeur de l'AAPI, Omar Rekkache, s'est entretenu avec des représentants de la société indienne Tenshi sur les projets de cette entreprise en Algérie. A cette occasion, la délégation a exprimé sa volonté de concrétiser plusieurs investissements, en partenariat avec des opérateurs algériens, notamment dans le domaine de la production de matières premières destinées à l'industrie pharmaceutique. Le directeur général a, en outre, tenu une réunion avec des responsables et représentants de l'entreprise LG Electronics Algérie, laquelle a manifesté son souhait de concrétiser un nouveau projet d'investissement dans les industries de l'électroménager, ajoute la même source. Les deux parties ont examiné les multiples options et mécanismes disponibles pour la réalisation du projet du groupe LG dans les industries de l'électroménager, que ce soit de manière individuelle ou dans le cadre d'un partenariat avec des opérateurs algériens, notamment à travers la Bourse de partenariat gérée par l'Agence, selon le communiqué, qui a souligné le rôle de l'AAPI dans l'accompagnement et la facilitation de la concrétisation de cet investissement "dans les meilleurs délais". La délégation a fait part, à cet égard, de la disposition de l'entreprise coréenne à établir des partenariats avec des opérateurs nationaux pour la fabrication de sa marque en Algérie, en vue d'assurer le transfert de technologie et de savoir-faire industriel, de créer des postes d'emploi qualifiés, de renforcer l'intégration locale, de développer le tissu industriel, et élargir ainsi sa présence sur le marché algérien. Par ailleurs, le directeur général de l'AAPI s'est réuni avec une délégation de l'entreprise vietnamienne Nutifood, spécialisée dans la production et la transformation du café et du lait. Cette entreprise qui dispose de plusieurs fermes et unités de production au Vietnam, a exprimé sa volonté d'explorer le marché national, en prévision de la concrétisation d'investissements agricoles et industriels dans ce domaine en Algérie, conclut le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الغذائية واسعة الاستهلاك ليوم 08 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Février 2026

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		دج / كلغ			
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	58	البطاطا
	Tomate	84	99	68	الطماطم
	Oignon sec	72	81	64	البصل الجاف
	Ail sec	894	977	811	الثوم الجاف
	Carotte	92	104	80	الجزر
	Navet	101	113	89	اللفت
	Choux fleur	81	91	72	قرنبيط
	Choux	88	99	78	الكرنب
	Courgette	126	142	110	الكوسة
	Haricot vert	352	377	326	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	153	168	137	الخس
Fruits frais	Mandarine	180	211	149	المندرين
	Orange	152	186	117	البرتقال
	Citron	145	168	123	الليمون
	Pomme locale	406	487	325	التفاح المحلي
	Datte	526	649	404	التمر
	Banane	502	523	477	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1920	2064	1776	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	393	407	379	الدجاج
	Œufs (Unité)	20	21	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	88	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	1,88	-15,96	6,09	10,14	6636	2 289 420,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	-0,20	-0,78	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2290,00	-0,22	-0,29	1,00	10,92	5,46	2155	4 934 950,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,55	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,10	3,97	5,00	0	0,00

PORTS, ROUTES, CHEMINS DE FER

L'infrastructure, nouveau pilier de l'économie nationale

L'infrastructure de transport s'impose désormais comme l'un des leviers centraux de la stratégie économique nationale. Entre l'extension accélérée du réseau ferroviaire, la modernisation des ports et la mise à niveau du maillage routier, l'Algérie engage un cycle d'investissements lourds. Ce déploiement massif est destiné à soutenir la croissance, à optimiser la logistique industrielle et à booster l'exportation minière. Aujourd'hui, plus de 3 000 kilomètres de voies ferrées sont en chantier, complétant un réseau routier qui dépasse déjà les 145 000 kilomètres.

Par Selma Rachid

Il ne s'agit plus seulement d'aménagement du territoire, mais bien de l'édification d'un nouveau pilier de l'économie nationale. Cette stratégie, décrite comme sans précédent par son ampleur et sa finalité économique, traite désormais les routes, les rails, les ports et les aéroports comme un seul système productif intégré. L'objectif est clair : réduire les coûts logistiques, augmenter la capacité d'exportation et positionner l'Algérie comme une plateforme d'échanges incontournable entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe. L'infrastructure n'est plus un simple support de mobilité ; elle devient un actif économique stratégique à part entière. Le secteur ferroviaire connaît actuellement sa phase d'expansion la plus intense depuis des décennies. Avec près de 6 000 km de voies exploitées, l'Algérie se hisse au troisième rang africain. Cependant, la dynamique actuelle repose surtout sur les projets futurs. « Le programme de développement du réseau dépasse les 3 000 kilomètres actuellement en chantier », a souligné Abdelkader Mazar, Directeur central à l'ANESRIF, lors de son intervention au « Forum El Oula » de la radio nationale. Ce dernier a insisté sur la diversité des projets : lignes minières, axes des Hauts-Plateaux, corridors Nord-Sud et raccordements logistiques aux ports. Les lignes minières constituent l'épine dorsale de cette stratégie. Le corridor Est, long de 422 km, est dédié au transport du phosphate entre Bled El Hadba (Djebel Onk) et le port d'Annaba. Présent aux côtés de M. Mazar, Salim Zah-

nit, Directeur général des Chemins de fer au ministère des Travaux publics, a précisé que l'état d'avancement est significatif : « Nous pouvons dire qu'environ 70 % du projet seront livrés à court terme. Les tronçons restants concernent des zones au relief difficile, présentant des contraintes géotechniques et climatiques importantes ». Les autorités ont d'ailleurs instruit d'accélérer la cadence pour une mise en service complète avant la fin de l'année.

Souveraineté technique et corridors stratégiques

À l'Ouest, la ligne Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, dédiée au fer, est présentée comme un "projet-école". Elle a permis l'éclosion d'un savoir-faire national en ingénierie désertique. Abdelkader Mazar rappelle que « ce projet a été salué au niveau international pour la qualité des travaux et le respect des délais, malgré un environnement extrêmement contraignant ». Cette dynamique a favorisé la spécialisation d'entreprises publiques nationales, renforçant ainsi la base industrielle du pays. Parallèlement, l'ossature nationale se densifie avec quatre grands corridors Nord-Sud. Le projet Alger-Tamanrasset (2 400 km) avance par étapes, avec des tronçons déjà livrés et d'autres en cours de financement ou de travaux. Pour Salim Zahnit, la logique a changé : « Nous ne réalisons plus des lignes uniquement pour le transport de voyageurs, mais comme des artères économiques, connectées aux mines, aux ports et aux plateformes logistiques ».

L'intermodalité : la règle d'or

Cette montée en puissance du rail s'articule avec une vision portuaire ambitieuse. L'extension du port d'Annaba, liée au corridor phosphatier, en est l'illustration : avec un tirant d'eau de 16 mètres, il pourra traiter simultanément cinq navires de 80 000 tonnes. « Un port qui n'est pas relié au rail et à l'autoroute n'a pas de pleine rentabilité », martèle Salim Zahnit. La connexion multimodale est désormais la règle d'or de chaque projet. Sur le plan routier, Ismail Rabhi, Directeur général des Infrastructures de base, a rappelé que l'Algérie gère un linéaire global de 145 000 km, dont 1 500 km d'autoroutes. La priorité est double : augmenter les capacités et assurer la maintenance. « Nous consacrons près de 160 milliards de dinars par an au développement : élargissements, dédoublements et modernisation », a-t-il indiqué. Un programme spécifique de réhabilitation des autoroutes débutera en 2026, tandis que la Transsaharienne reste une priorité absolue pour assurer la continuité logistique vers les marchés africains. Cette transformation dépasse le cadre technique pour devenir un projet de société. Elle agit directement sur l'emploi et la formation. Salim Zahnit évoque « des milliers de travailleurs mobilisés et des compétences nouvelles acquises ». Il insiste sur la dimension qualitative : « La maîtrise technique est devenue essentielle. Chaque métier doit désormais être formé et certifié », transformant ainsi les grands chantiers en véritables moteurs de développement humain et territorial.

S. R.

TRANSPORT MARITIME

Le gouvernement met l'accent sur la réduction des émissions de carbone

À l'occasion de l'ouverture de la journée d'études intitulée « Élimination des émissions de carbone du transport maritime et des ports algériens », M. Saïd Sayoud, Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et des Transports, a souligné l'importance stratégique de moderniser les infrastructures portuaires et d'adopter des carburants alternatifs ainsi que des technologies respectueuses de l'environnement. L'objectif est clair : réduire l'empreinte carbone du secteur tout en renforçant la compétitivité des ports algériens. Lors de son allocution, le ministre a insisté sur le rôle des chercheurs et des scientifiques dans la recherche de solutions pratiques et efficaces pour atteindre les objectifs du développement durable. Il a également appelé l'ensemble des acteurs concernés, publics et privés, à une mobilisation collective afin de favoriser une transition verte et responsable dans le transport maritime. M. Sayoud a salué les résultats positifs déjà enregistrés au niveau des ports, notamment la réduction du temps d'attente des navires dans les zones portuaires, et a rendu hommage aux institutions, experts et cadres nationaux ayant contribué au développement du secteur. Il a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts pour protéger l'environnement et renforcer la compétitivité des infrastructures portuaires algériennes. Le ministre a rappelé que cette journée d'études s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux conjoints visant à promouvoir le transport maritime et à développer les ports selon une approche intégrée, durable et respectueuse de l'environnement. Il a souligné l'importance de concilier développement économique et protection de l'environnement, tout en alignant le secteur sur les engagements internationaux de l'Algérie en matière de transition énergétique et de développement durable.

Synthèse S R.

LORS DE SA PARTICIPATION AU SALON LG INNOFEST 2026 POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE

LG Electronics annonce l'accélération de sa croissance dans la région

LG Electronics (LG), leader mondial des solutions pour la maison basées sur l'intelligence artificielle, a annoncé son ambition d'accélérer sa croissance sur les marchés émergents à l'occasion du salon LG InnoFest Moyen-Orient et Afrique. Cet événement, qui met également l'accent sur les marchés d'Amérique latine et d'Asie, s'est tenu à Abou Dhabi et a servi de plateforme pour présenter les orientations stratégiques et la vision future de l'entreprise à ses partenaires régionaux. Le salon a réuni plus de 250 partenaires issus des secteurs B2B et grand public, ainsi que des représentants des médias de toute la région Moyen-Orient et Afrique. L'événement a également permis à LG de réaffirmer son engagement à partager sa vision stratégique avec les leaders du secteur et les acteurs de l'innovation, tout en renouvelant son ambition de leadership

sur le marché des produits premium grâce à des technologies de pointe et des solutions innovantes. Lors de l'événement, LG a présenté une gamme d'appareils électroménagers alimentés par l'intelligence artificielle, conçus pour améliorer le quotidien des consommateurs. Parmi eux figurent des lave-linges capables d'optimiser automatiquement les cycles de lavage en fonction du poids de la charge, du type de tissus et du niveau de salissure, des réfrigérateurs ajustant la température selon les habitudes d'utilisation, ainsi que des climatiseurs qui réagissent en temps réel aux conditions ambiantes. LG a également dévoilé sa gamme de téléviseurs haut de gamme, dont le téléviseur Wallpaper OLED ultra-fin doté de la technologie True Wireless. Grâce à l'IA, les téléviseurs LG offrent une qualité d'image et de son optimi-

sée, ainsi qu'un contenu personnalisé via la plateforme webOS, que l'entreprise continue d'enrichir et de développer. Ces avancées illustrent la vision de LG visant à créer un écosystème de maison intelligente entièrement intégré, capable de s'adapter aux modes de vie des utilisateurs, dans le but de concrétiser le concept de « Zero Labor Home », permettant aux consommateurs de se libérer des contraintes domestiques et de consacrer davantage de temps à l'essentiel. LG a également annoncé son intention d'élargir son portefeuille de produits au Moyen-Orient et en Afrique, en proposant davantage d'offres sur les segments milieu de gamme et entrée de gamme afin de toucher une clientèle plus large. Dans une logique d'adaptation aux besoins spécifiques de la région, l'entreprise lancera de

nouveaux produits répondant aux préférences locales, tels que des réfrigérateurs à congélateur supérieur, des congélateurs coffres et des lave-linges à double cuve. LG prévoit par ailleurs d'élargir sa gamme d'appareils encastrables pour la cuisine, afin de répondre à la diversité des modes de vie et des types d'habitat dans la région. Face à une concurrence de plus en plus intense, LG a réaffirmé son engagement à renforcer ses capacités commerciales et ses services grâce à des analyses approfondies propres à chaque marché. L'entreprise a également renouvelé son engagement à améliorer les services locaux à travers son initiative « Our Promise », qui propose des programmes de services personnalisés adaptés aux attentes et aux exigences de chaque marché.

Communiqué.

MILA
Entrée prochaine en activité de 2 usines de transformation du bois et de la production de céramique

Deux usines spécialisées dans la transformation du bois et la production de céramiques et articles sanitaires, créées dans le cadre d'investissements privés au niveau de la zone industrielle chahid Nasri-Tounisi de Chelghoum Laïd (Mila), entreront "prochainement" en activité, à-on informé dimanche auprès du chargé de gestion des affaires de la direction de l'industrie, Khaled Abdmeziane. Le même responsable a précisé que l'usine de transformation du bois permettra de générer près de 900 emplois directs et d'autres indirects, tandis que celle de céramique et articles sanitaires emploiera plus de 300 travailleurs. L'entrée en phase d'exploitation de ces unités "au cours du mois de mars prochain" renforcera la production locale en plus des emplois à créer au profit des jeunes de la wilaya, selon la même source. Plusieurs autres projets importants d'investissement devront également être concrétisés au niveau de cette zone industrielle de sorte à générer de la richesse et de nouveaux emplois, at-on expliqué. Cette zone industrielle de 247 hectares dont les travaux d'aménagement touchent à leur fin compte 614 lots appelés à accueillir des projets d'investissements dans les secteurs de l'agroalimentaire, la sidérurgie, les industries du papier et du cuir, la production de matériaux de construction et produits chimiques en plus de startups, à-on indiqué.

Agence

AVEC UNE PRODUCTION ATTENDUE DE 25 TONNES DE TILAPIA EN 2026

Nâama mise sur l'aquaculture intégrée

La wilaya de Nâama s'apprête à franchir une nouvelle étape dans le développement de l'aquaculture intégrée, avec une production prévisionnelle estimée à près de 25 tonnes de tilapia à l'horizon 2026. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre d'un programme national visant à diversifier les activités agricoles, optimiser l'utilisation des ressources hydriques et promouvoir des modes de production durables, a indiqué dimanche l'antenne locale de la direction régionale de la Pêche et de l'Aquaculture de Sidi Bel-Abbès.

Synthèse rédaction régionale

Selon les explications fournies par le responsable local du secteur, M. Hamidi Abdelhalim, la mise en œuvre de ce programme a récemment débuté sur le terrain. Il repose essentiellement sur l'extension de l'aquaculture intégrée dans les grands bassins d'irrigation existants, une approche innovante qui associe l'élevage de poissons à l'activité agricole classique. Le projet phare concerne l'élevage du tilapia rouge dans le périmètre de Kara Bensalah, relevant de la commune de Mécheria (Mécheria 2), avec une capacité de production annuelle estimée à 20 tonnes. À ce projet structurant s'ajoutent quatre autres initiatives, dont la capacité globale est évaluée à environ 5 tonnes par an. Ces projets sont répartis sur plusieurs exploitations agricoles de la wilaya, notamment celles de Laredj Bouhafs et de Boudouaïa El-Habib dans la commune d'Aïn-Sefra, ainsi que celles de Boudouaïa El-Habib et de Hrizi Fayçal dans le périmètre de Zeboudja, rele-

vant de la commune de Tiout. Cette répartition géographique témoigne de la volonté des autorités de diffuser l'expérience à l'échelle de la wilaya et d'impliquer un maximum d'agriculteurs. Au-delà des chiffres, le programme ambitionne surtout de promouvoir un modèle de production durable, particulièrement adapté aux spécificités climatiques et hydriques de Nâama. Dans cette optique, les services du secteur ont lancé un vaste recensement des exploitations disposant de bassins d'eau à travers la wilaya. Parallèlement, des actions de sensibilisation sont menées auprès des agriculteurs afin de les informer des avantages économiques et environnementaux de l'aquaculture intégrée à l'agriculture. Ce système repose sur un principe simple mais efficace : l'eau utilisée pour l'élevage des poissons est ensuite réemployée pour l'irrigation des cultures. Enrichie en matières organiques, cette eau permet de réduire la consommation d'engrais chimiques, d'améliorer la fertilité et la qualité des sols, tout en diminuant les coûts de production. Les agri-

culteurs bénéficient ainsi d'une double rentabilité, à travers la production halieutique et l'amélioration des rendements agricoles, tout en diversifiant leurs sources de revenus. Par ailleurs, le secteur de la pêche et de l'aquaculture mène, en coordination avec la Conservation des forêts de la wilaya de Nâama, des opérations d'empoissonnement à grande échelle. Des espèces telles que la carpe et le black-bass (achigan à grande bouche) sont introduites dans plusieurs plans d'eau, notamment le bassin d'Oulgaq dans la commune de Sfissifa et celui d'Ouglet Ennaâja dans la commune de Mekmen Benamar. Ces actions visent à préserver la biodiversité aquatique, à renforcer l'équilibre écologique des plans d'eau et à soutenir, à terme, des activités de pêche continentale. À travers ces projets, la wilaya de Nâama confirme sa volonté de valoriser ses ressources naturelles et de s'inscrire dans une stratégie de développement local durable, conciliant impératifs économiques, préservation de l'environnement et sécurité alimentaire.

IN-GUEZZAM

Lancement de la validation des acquis d'expérience pour les guides touristiques

L'opération de validation des acquis de l'expérience (VAE), pour les guides touristiques de la wilaya d'In-Guezzam non agréés, a été lancée par la Direction locale de la formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP), à-on avis lundi des organisateurs. Intervenant en application d'une convention signée entre les ministères de la Formation et de l'Enseignement professionnels et du Tourisme et de l'Artisanat, l'opération à

pour objectif d'organiser et de structurer la profession et permettre à ceux qui l'exercent sur le terrain de disposer d'un agrément professionnel, dans le respect du cadre réglementaire et organisationnel en vigueur. Lancée dimanche, l'opération a vu la participation de plusieurs guides touristiques en exercice, qui ont été soumis à une évaluation de la part d'une commission spécialisée en vue de valoriser leur expérience

professionnelle et leur établir un diplôme reconnu les habilitant à exercer leur activité de manière réglementaire et organisée. Parmi les objectifs de la démarche, l'appui et la promotion du tourisme saharien dans la wilaya d'In-Guezzam, à travers une ressource humaine qualifiée, et la professionnalisation du métier de guide touristique, notamment en zones frontalières qui récentes un potentiel touristique et naturel diversifié.

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels a fait partie, à cette occasion, de son souci d'accompagnement des professionnels par des mécanismes de validation de l'expérience professionnelle, en vue de capitaliser les compétences existantes via des cursus de formation et de promouvoir la qualité de prestation du secteur.

APS

OUM EL-BOUAGHI

Réception attendue de projets de désenclavement et d'AEP dans la commune d'Ain Fakroun

Plusieurs projets de développement visant à désenclaver des mechtas et à leur assurer l'alimentation en eau potable (AEP) seront reçus en 2026 dans la commune d'Ain Fakroun (25 km à l'ouest d'Oum El-Bouaghi), a indiqué, dimanche, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Riad Boutiour.

Le même élu a précisé à l'APS que l'ensemble de ces projets, financés dans le cadre du programme de soutien au développement social et économique des communes et de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, sont en réalisation à Aïn Fekroun-centre et dans plusieurs villages et mechtas. Il s'agit, selon M. Boutiour, de l'ou-

verture et de la réhabilitation de chemins ruraux sur une distance de 16,3 km visant à désenclaver les mechtas d'Enza, de Safel Bousbaa, de Senia Bouaafia et de Gabel Oum Kechrid, le tout financé à hauteur de plus de 25 millions de dinars. Il est également prévu de réceptionner le projet de renouvellement et d'extension du réseau d'eau potable dans la localité

de « Houara Ain Beida », ainsi que le projet de réalisation du réseau d'eau potable dans les cités « Biadi » et dans une partie de la cité de « Meliha », dans la commune d'Ain Fekroun-centre, pour un montant de 29 millions de dinars, a encore indiqué le président de l'APC d'Ain Fakroun. Le même élu a souligné qu'un budget d'environ 160 millions de dinars a

été alloué, dans le cadre du programme 2026, à la réalisation de plusieurs autres projets de développement dans cette collectivité locale, tels que l'aménagement, au sein d'un lotissement social de 160 lots à la cité « Satha », d'une parcelle destinée à la construction de la 2ème tranche d'un centre postal.

APS

UNIVERSITÉ SÉTIF 1

Lancement de la caravane de qualité pour accompagner le projet d'obtention de la certification ISO 9001

L'université Ferhat Abbas (Sétif-1) a lancé dimanche la caravane de qualité dans une initiative visant à accompagner l'université dans le projet d'obtention de la certification ISO 9001 et à ancrer la culture de qualité dans le milieu universitaire. Pr. Kharchi Samia, présidente de la cellule de garantie de la qualité à l'université Sétif-1, initiatrice de la caravane, a précisé que celle-ci vise à consolider la

conscience de l'importance de l'approche qualité, à sensibiliser la communauté universitaire sur leur rôle axial dans la réussite de cette démarche et à présenter les prochaines étapes opérationnelles de concrétisation de ce projet "ambitieux". La caravane visitera d'ici le 16 février courant huit instituts et facultés de cette université dont les facultés de médecine, de technologie et des sciences économiques et commerciales

et des sciences de gestion et les instituts de l'architecture et des sciences de la terre et d'optique et de mécanique de précision, selon la même source qui a ajouté qu'il s'agira d'expliquer les objectifs de ce projet de certification et de sensibiliser les enseignants et les étudiants à s'y impliquer. Les activités ainsi prévues s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de l'université visant à améliorer les performances et assurer la qualité

de la formation et des services universitaires, a précisé Pr. Kharchi. La première journée de la caravane a eu lieu à l'institut de l'architecture et des sciences de la terre où des interventions ont été données sur le projet de certification ISO 9001, son importance et ses objectifs et sur la dimension culturelle de l'approche qualité et son impact sur les performances institutionnelles.

Agence

Une nouvelle stratégie de croissance pour les pays en développement

Selon les économistes Dani Rodrik et Joseph Stiglitz[1], il y a peu, la communauté du développement s'accordait sur le fait que, quel que soit le moyen d'y parvenir, l'industrialisation orientée vers l'exportation constituait la voie à suivre. Ce consensus a été ébranlé par les récentes mutations technologiques qui ont rendu la production manufacturière plus exigeante en compétences et en capitaux – et de moins en moins absorbante en main-d'œuvre. Ce qui a atténué l'avantage comparatif des pays non développés et a transformé les secteurs manufacturiers formels, compétitifs à l'échelle mondiale, en secteurs « enclaves ». Ces secteurs enclavés ne pouvaient plus employer la main-d'œuvre peu qualifiée et excédentaire de ces économies.

3^e partie et fin

Par DERGUINI Arezki (*)

Comment la société humaine pourrait se reproduire dans de telles conditions ? Ceux qui produisent et ceux qui consomment ne sont plus les mêmes. Les humains se divisent en deux sociétés, l'une composée d'humains augmentés et de machines intelligentes, attachée à la production et à la guerre pour assurer la domination du monde et son approvisionnement en énergie et matières premières, une autre composée de seuls humains attachée à la consommation, mais inutile à la production dominante et à la guerre. Cela du fait de la division de l'humanité en humains augmentés et humains prolétariés, car sans savoir-faire. La classe des humains augmentés devenant la nouvelle classe des guerriers dominant les sociétés et la compétition mondiale. On peut dire que ce scénario se trouve dans la trajectoire des sociétés guerrières occidentales. Les nouvelles armes constituant les nouveaux guerriers, les anciennes croyances s'effondrant avec la montée des nouvelles forces. Mais que dire des sociétés non occidentales, dans quelles trajectoires peuvent-elles se situer ? Particulièrement en ce qui concerne les sociétés qui n'obéissent pas à la dichotomie des humains et des non-humains. Comment ces sociétés pourraient-elles se soustraire à l'hégémonie occidentale ? Pour l'heure, la Chine semble s'inscrire dans la logique occidentale comme pour la pousser à son extrême. Elle pousse vers une robotisation excessive et donc vers une dualisation de ces sociétés occidentales. Alors qu'elle se protège d'une telle dualisation. La Chine ne lutte pas contre le cours des choses, elle y accumule des forces pendant que le cours des choses en vide ses adversaires. Ce n'est pas elle qui fait tomber ses adversaires, c'est le cours des choses. Partir en guerre pour elle, c'est juste accélérer le cours des choses, gagner des forces. Ce n'est pas détruire un ennemi, qui signifie pour elle détruire des ressources. Voici le cours du monde que peut imposer la trajectoire occidentale. Toutes les sociétés ne peuvent pas se situer dans cette trajectoire productiviste, comme les sociétés d'Asie orientale, pour influencer sur elle. Elles ne peuvent imiter ces sociétés, elles doivent se préparer à l'effondrement et aux guerres auxquels conduit une telle trajectoire. Car la nouvelle classe des guerriers occidentaux s'attachera à séparer les nations des États, à gérer les sociétés comme elle se représente les entreprises, afin d'accéder aux ressources mondiales qui lui sont nécessaires. La première tâche de ces sociétés sera de remettre en cause la forme État

dont elles sont imprégnées, le modèle westphalien d'État-nation, qu'elles ont importé, mais qui ne peut plus assurer leur cohésion. Il leur faudra passer au modèle de nation État, qui soude mieux l'État à la nation parce qu'il attache mieux une société à son combat et son histoire. Modèle qui n'est pas indépendant du rapport complémentaire des humains et des non-humains. Ce ne sont plus les USA qui préfigurent l'avenir de toutes les sociétés, ce sont les sociétés d'autres cultures, comme celles autour de la Chine, que ne structure pas une logique dichotomique. Il faut remettre sur un même plan travail de la nature, travail humain, savoir et énergie. Les sociétés impériales occidentales (toutes leurs principales sociétés rêvent de domination et d'empire disparu) préfigurent les catastrophes à venir.

Processus de robotisation

Dans le processus de robotisation, il faudra distinguer deux processus : celui des sociétés occidentales et est-asiatiques qui procède par une robotisation par le haut étant donné leur industrialisation, alors que les sociétés non industrielles devront procéder par le bas. La robotisation par le bas précède historiquement la robotisation par le haut. La société chinoise à la différence des sociétés occidentales veillera à ce que la substituabilité des non-humains aux humains n'entame pas leur complémentarité, qu'une substituabilité des non-humains par les humains reste possible. Car c'est là que se trouve l'origine de la crise : on substitue des non-humains à des humains, mais on ne peut plus faire l'inverse. Après avoir appris aux non-humains leur raisonnement, les humains oublient ce qu'ils leur ont appris. Plus besoin de savoir calculer, par exemple, si la machine le fait mieux que nous : la machine s'est substituée à l'homme, mais l'homme ne peut plus se substituer à la machine. Et c'est là que se trouve la sortie de crise : rétablir l'unité et la complémentarité des humains et des non-humains. Une robotisation par le bas ne produira pas les mêmes robots que la robotisation par le haut, c'est que cette dernière procède de la première. Il faut d'abord produire des robots humains avant de pouvoir produire et intégrer des robots non humains. C'est que les robots non-humains sont des substituts à des robots humains, la substitution a lieu pour accroître la productivité du travail en utilisant une énergie non humaine. Il faut désormais voir derrière et devant chaque humain un robot et se poser la question : quelle association d'humains et de non humains pourra faire société résiliente ? On peut dès à présent soutenir que c'est la société qui pourra assurer une substi-

tuabilité réciproque des humains et des non-humains pour s'adapter aux conditions de l'énergie et des matières disponibles. La substituabilité dépendant de l'énergie et de la matière disponibles, le rapport humain et non humain étant de l'ordre du transfert du savoir. Et c'est de cette croyance que peut procéder la confiance asiatique dans la robotisation de l'activité. La Chine pourra suivre les USA dans la compétition monopolistique de puissance, mais de la chute à laquelle cette compétition entraîne, elle retombera sur ses pieds. Alors que les sociétés non développées toujours imprégnées de la culture occidentale entreront dans une zone de turbulences qui les mettra sens dessus dessous. Nous pouvons distinguer trois types de situations : premièrement une robotisation par le haut qui dissocie pour associer autant que possible humains et non humains (modèle chinois), deuxièmement, une robotisation qui les dissocie pour les associer de manière restreinte (monopolisation, modèle occidental) et troisièmement une robotisation par le bas, qui reprend le processus de robotisation à la base. L'avantage du dernier processus est de ne pas être handicapé par la robotisation qui a résulté des révolutions industrielles antérieures. Car avec la crise climatique, il ne s'agit pas de rattraper les robotisations antérieures, mais de s'épargner leurs coûts. On peut citer l'exemple de la révolution du système de paiements qu'introduit le paiement mobile : pas de système bancaire dont il faut se défaire. On peut entrer dans les nouvelles révolutions industrielles pour court-circuiter les anciennes, éviter les coûts des anciennes révolutions pesant sur le développement des nouvelles.

En guise de conclusion

Si les libertés collectives peuvent être des entraves aux libertés individuelles, elles sont aussi les conditions de leur développement. Cela signifie alors que les unes peuvent se transformer dans les autres : une liberté individuelle devenir collective et inversement. Lorsque les rapports de l'individu et du groupe se distendent sans que le droit ne dispose de l'infrastructure économique qui autonomise l'individu pour les gérer, le rapport de l'individu au groupe se brouille, le droit ne peut pas alors le gérer. Une informalisation prend alors le pas sur la formalisation. Lorsque le rapport du groupe à l'individu est serré, et que le cours des choses est à la progression, la liberté individuelle entraîne la liberté collective par le mécanisme du mimétisme. Lorsque le rapport de l'individu au groupe se détend, mais ne rompt pas,

que leur interaction peut-être réciproque, que le cours des choses autorise une dynamique vertueuse, liberté individuelle et liberté collective peuvent progresser l'une dans l'autre, l'une avec l'autre, grâce à un partage régulé de l'innovation, se substituant alors au mimétisme par proximité. Dans les pays non développés, quand on oppose le formel à l'informel, il faut voir que c'est le formel qui produit de l'informel et que c'est la raison pour laquelle il est incapable de l'absorber. Le formel produit de l'informel et l'informel ne produit pas le formel. Ils ne sont pas l'un dans l'autre. Formel et informel déformalisent au lieu de formaliser. Dans ce cas, il n'y a pas processus de formalisation du point de vue du droit. Le droit dérégule l'ancien processus de régulation sociale effectué par le groupe, il défait le contrôle social, mais ne formalise pas ce qu'il a défait, n'établit pas des rapports de droit entre les individus (échouant à établir des rapports marchands contractuels). En vérité, et d'un point de vue non dichotomique, le processus de formalisation ne fait qu'étendre l'échelle du contrôle social, il le porte du groupe à la société par le biais d'institutions. L'autonomisation des individus s'accompagne de la contractualisation de leurs rapports. Le contrôle social n'est plus de proximité, il est global, mais s'effectue par une formalisation progressive de l'informel. L'individu consent au contrôle de la société, ce que l'individu consentait au contrôle du groupe. La formalisation n'est pas tout simplement ou principalement juridique, elle prend d'abord la forme d'habitudes sociales, de conventions. L'informel subsiste sous le formel et le soutient. L'on sait le rôle que les rites ont joué et jouent en Chine. La formalisation s'effectue sous des formes diverses à des échelles diverses, elle ne s'abstrait pas totalement de l'informel sans lequel elle perdrait sa dynamique. Mais dans le cadre de l'État-nation westphalien, la dichotomie de l'Etat et de la Société, de l'individu et du groupe, le processus de formalisation procède d'une atomisation du groupe, la continuité entre le groupe et la société se trouve ainsi rompue. C'est la classe dominante, par ses guerres de conquête, son armée industrielle, qui étend son ordre au reste de la société. Les sociétés non développées et postcoloniales sont coincées entre une forme d'Etat importée et une société dominante incapable d'accomplir ce qu'elle et l'État importé sont censés accomplir : conquêtes guerrières et domination de la production mondiale. Ces sociétés veulent construire une robotisation par le haut sans qu'elles n'aient accompli leur robotisation par le bas.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

ÉLECTRICITÉ
La Mauritanie structure le renforcement de son offre électrique autour du gaz et du renouvelable

Face au manque d'accès à l'électricité de près de la moitié de sa population, la Mauritanie engage une montée en puissance de son système électrique, en misant sur ses ressources locales ainsi que sur le financement privé.

La Mauritanie affiche une volonté de renforcer son offre électrique afin d'absorber la hausse rapide de la demande, en particulier à Nouakchott et dans les principales villes. La stratégie du pays repose sur une mobilisation simultanée des ressources naturelles aussi bien fossiles que renouvelables, à travers le gaz naturel produit localement, le solaire et l'éolien, et le renforcement des infrastructures. L'énergie thermique, déjà dominante dans le mix électrique, est appelée à jouer un rôle clé dans la sécurisation de l'approvisionnement les prochaines années. Les autorités ont confirmé l'avancement des travaux d'extension de la centrale thermique de Nouakchott, qui devrait passer de 180 MW à 252 MW.

Deux autres projets majeurs reposant sur le gaz naturel sont annoncés à moyen terme, soit une centrale de 225 MW à Ndiago qui sera alimentée par le gaz du champ GTA déjà en production, et une autre de 300 MW reposant sur le champ de Banda, dont le début d'exploitation est annoncé pour 2028.

En parallèle, les énergies renouvelables vont occuper une place croissante dans le renforcement de l'offre électrique. La construction d'une centrale hybride solaire et éolien de 220 MW intégrant un système de stockage de 370 MWh a été lancée en décembre 2025. Elle sera entièrement financée par le secteur privé, et s'ajoutera à une capacité renouvelable qui représente déjà 44,36 % du bouquet énergétique du pays, selon le Pacte National de l'énergie publié dans le cadre de l'initiative Mission 300.

Le développement des capacités de production s'accompagne d'un effort soutenu sur les infrastructures. Le gouvernement a annoncé la réception d'ici fin février des équipements nécessaires pour la ligne haute tension Nouakchott – Zouerate, la mise en service de cette dernière en 2026, le lancement des appels d'offres pour la liaison Nouakchott – Néma, ainsi que les travaux de renforcement du réseau de distribution à Nouakchott.

Ces projets s'inscrivent dans un contexte de croissance continue de la demande électrique et dans le cadre des engagements pris par la Mauritanie dans son Pacte National de l'énergie. Le pays vise à fournir l'accès à l'électricité à 3,4 millions de personnes supplémentaires d'ici 2030, afin d'atteindre un taux d'accès national de 100 %, contre 55 % actuellement. Cette trajectoire repose également sur l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 70 % du mix de production, et sur une multiplication par 1,66 de la capacité installée à l'horizon 2030.

Agence

LIBYE
La raffinerie d'Al-Sarir rétablit sa capacité de production

D'après son exploitant, Al-Sarir était en pleine maintenance majeure de ses installations. Située dans l'est de la Libye, cette raffinerie figure parmi les cinq plus importantes du pays en termes de capacité. La raffinerie d'Al-Sarir, située dans l'est de la Libye, a rétabli sa capacité de production, après l'achèvement d'une maintenance majeure menée sur ses installations. L'annonce a été faite mercredi 4 février par l'Arabian Gulf Oil Company (Agoco), filiale de la National Oil Corporation (NOC), qui exploite le site.

Synthèse Rédaction internationale

Dans le détail, les travaux ont porté principalement sur l'unité de distillation de brut, cœur du processus de raffinage. Cette révision d'envergure a nécessité un arrêt planifié des opérations afin de procéder à des interventions mécaniques et techniques approfondies. Selon Agoco, la maintenance a été finalisée le 21 janvier 2026, ouvrant la voie à la phase de redémarrage.

L'installation a par la suite été soumise à une série de tests techniques destinés à vérifier la sécurité et le bon fonctionnement des équipements. D'après la compagnie, l'introduction du brut dans l'unité de distillation a débuté à 10 h 53, marquant le retour progressif de la raffinerie à ses opérations normales.

La remise en service s'est effectuée dans un contexte de conditions météorologiques difficiles, marquées notamment par des tempêtes de sable, ainsi que par plusieurs contraintes techniques. En dépit de ces facteurs, Agoco rapporte que cette importante opération de maintenance s'est déroulée sans incident.

« Cette reprise reflète l'efficacité des cadres nationaux, la précision de la planification et du suivi par le comité superviseur, et l'engagement envers les normes de sécurité et de qualité, soutenant la stabilité des opérations, la fiabilité des installations de raffinage et la



durabilité de la production », a déclaré la compagnie dans un post sur Facebook.

Al-Sarir, l'une des cinq raffineries que compte la Libye

Selon des informations publiées par Petro-Gas Libya, société de services pétroliers et gaziers basée à Tripoli, la Libye revendique une capacité de raffinage d'environ 380 000 barils par jour, un niveau nettement supérieur à la consommation nationale de produits pétroliers. Celle-ci est estimée entre 227 000 et 235 000 b/j, selon plusieurs sources concordantes.

Parallèlement, le pays reste fortement dépendant des importations, évaluées à envi-

ron 258 000 barils par jour en 2024, soit plus de 41 millions de litres par jour, d'après une étude de The Sentry publiée en novembre 2025.

Al-Sarir, d'une capacité de 10 000 b/j, figure avec Brega (10 000 b/j) et Tobruk (20 000 b/j), parmi les raffineries dites de distillation simple « topping plants », aux côtés de celles de Ras Lanuf (220 000 b/j) et de Zawiya (120 000 b/j), selon U.S. Energy Information Administration (EIA).

Comme rapporté par Agence Ecofin, en janvier 2026, la NOC prévoit de porter la capacité de raffinage de brut de la Libye à 660 000 b/j, tandis que le pays vise parallèlement une production pétrolière de 1,6 million b/j d'ici fin 2026.

POUR SIGNER PLUSIEURS ACCORDS ÉCONOMIQUES
Une délégation saoudienne à Damas

Une délégation économique saoudienne est arrivée au Secrétariat général de la Présidence de la République à Damas pour signer plusieurs accords destinés à soutenir l'économie syrienne et inaugurer une

nouvelle phase de partenariat global entre les deux pays. Les contrats, qui devraient être signés entre les parties syrienne et saoudienne, porteront sur les secteurs de l'aviation, des télécommunications, des services

d'infrastructure et du développement immobilier. La délégation économique saoudienne est dirigée par le ministre saoudien de l'Investissement Khalid Al-Falih et comprend le ministre des Communications et des

Technologies de l'Information Abdullah Al-Swaha, le président de l'Autorité générale de l'aviation civile Abdulaziz Al-Duailej, ainsi que plusieurs représentants de ministères saoudiens.

Agence

DETTE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN TUNISIE
Le secteur bancaire comme soutien

Le financement de l'économie en Tunisie repose fortement sur le secteur bancaire, avec une prédominance de la dette intérieure alors que l'État s'accapare une part croissante du crédit bancaire. Plusieurs lignes de crédit soutiennent les PME et la transition verte.

La Tunisie a opté pour un recours massif à l'endettement intérieur afin d'assurer le financement du Budget. Cette orientation pourrait être expliquée par la volonté d'alléger le poids des échéances extérieures et limiter la fuite des devises dans la mesure où le service de la dette intérieure ne génère pas de sortie de capitaux vers l'étranger.

Selon une nouvelle analyse de l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE), ce choix permet ainsi de réduire la dépendance vis-à-vis des créanciers internationaux tout en favorisant le développement du marché financier domestique.

Dans ce contexte, les données statistiques révèlent que le total des crédits octroyés

par le système bancaire aux entreprises, professionnels et particuliers est passé de 98,8 milliards de dinars en 2020 à 118,6 milliards de dinars en 2024.

Cette évolution s'est accompagnée d'une structure relativement stable entre les crédits destinés aux entreprises et aux professionnels, d'une part et ceux accordés aux particuliers, d'autre part. Toutefois, la dynamique du crédit montre un essoufflement à partir de 2023 traduisant une croissance désormais plus modérée du financement bancaire.

Par ailleurs, s'agissant du lien entre la dynamique économique et le financement bancaire, l'IACE rappelle que la théorie économique souligne que, dans un contexte optimal, les crédits à l'économie devraient évoluer à un rythme légèrement supérieur à celui du PIB marchand afin d'accompagner la croissance des activités productives et soutenir l'investissement privé.

En Tunisie, les données reflètent une cor-

rélation entre la progression des crédits à l'économie et celle du PIB marchand qui représente 70% du PIB total.

En conclusion, l'analyse de l'évolution du financement de l'économie dans un contexte marqué par un recours accru à l'endettement intérieur met en évidence, d'après l'institut, la nécessité de concrétiser une action coordonnée et cohérente autour de plusieurs axes dont notamment :

Promouvoir les partenariats public-privé en tant qu'instrument privilégié de mobilisation des ressources pour la réalisation de projets

Soutenir la relance de l'économie réelle à travers une politique active de promotion des PME notamment par la mise en place de lignes de crédit dédiées ;

Et instituer une structure nationale de gestion de la dette publique chargée d'assurer la maîtrise de la dynamique d'endettement public.

Agence

BURKINA FASO

L’aquaculture en cages flottantes gagne du terrain

Le Burkina Faso dépend à hauteur de 80 % des importations pour couvrir ses besoins en produits halieutiques. Le gouvernement souhaite développer l’aquaculture pour accroître l’offre locale de poissons qui provient presque exclusivement de la pêche et de ces importations.

Synthèse R I/Agence

Au Burkina Faso, Ismael Sombié, ministre de l’Agriculture, a inauguré le mercredi 4 février un projet de production aquacole sur un site basé à Dori dans la région du Liptako, au nord-est du pays. Selon un communiqué publié sur le site du ministère, le projet porte sur la production de poissons en cage flottante sur la retenue d’eau du barrage de Yakouta. La pisciculture en cages flottantes est une technique moderne d’aquaculture qui consiste à élever des poissons dans des cages immergées et fixées sur des plans d’eau. Selon les autorités, 22 cages ont été empoissonnées lors de la cérémonie d’inauguration avec plus de 150 000 alevins. Il est prévu que le nombre de cages flottantes passe à 50 dans une deuxième phase de développement, avec un potentiel de production de 200 tonnes de poissons par an. Ce projet est le dernier signe en date de l’intérêt croissant des opérateurs pour faire de la pisciculture en cage flottante un levier de développement du secteur aquacole au Burkina Faso. Avant le site de Dori, la production de poissons en cage flottante a été expérimentée pour la première fois avec succès en avril 2024 sur le site du barrage de Samandéni dans la région des Hauts-Bassins, dans le cadre de l’Offensive agropastorale et halieutique, où 180 cages flottantes ont été initia-

lement installées. L’ambition affichée par les autorités était alors de parvenir à produire 54 000 tonnes de poissons par an sur le site en attirant des investisseurs privés. Dans la foulée du succès de Samandéni, un projet de pisciculture en cages flottantes soutenu par le fonds de souveraineté alimentaire, dénommé « Dumu Ka Fa », a été lancé sur le site du plan d’eau du barrage de Bagré. Impliquant initialement 44 promoteurs privés, ce projet a le potentiel de produire 1 500 tonnes de poissons par an.

Un potentiel encore largement sous-exploité

Au Burkina Faso, la contribution de l’aquaculture à l’approvisionnement local en poissons est encore marginale. Les données compilées par la FAO montrent que les prises de poisson réalisées dans le pays se sont élevées à 31 406 tonnes en 2023, dont seulement 1 127 tonnes proviennent de l’aquaculture, le reste étant issu de la pêche. Par ailleurs, l’organisation onusienne indique que le pays d’Afrique de l’Ouest a affiché une consommation apparente de 241 441 tonnes la même année, suggérant un déficit de production de plus de 200 000 tonnes que le pays a dû combler en recourant aux importations. Selon les données compilées par l’Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le Burkina Faso a importé en moyenne 165 141 tonnes de produits ha-

lieutiques par an entre 2020 et 2024. Sur la même période, la facture associée à ces achats a atteint 19,3 milliards de francs CFA (34,7 millions \$). C’est dans ce contexte que Ouagadougou souhaite développer l’aquaculture. Et pour causes. Selon les données officielles, le potentiel théorique de développement de l’aquaculture au Burkina Faso est estimé à 110 000 tonnes de poissons par an dont à peine 1 pour cent est actuellement exploité. Reste à voir si l’engouement observé autour de la pisciculture en cage flottante pourra permettre de mieux exploiter ce potentiel dans les années à venir. Dans le cadre de la loi de finances rectificative de 2025, le gouvernement a d’ailleurs introduit une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les aliments pour poissons. Une décision destinée à réduire le coût de production et inciter davantage d’opérateurs à investir dans le secteur. Il faut noter que l’alimentation représente environ 80 % du coût total de la production aquacole en Afrique. Dans un rapport publié le 19 janvier dernier par le Forum économique mondial (WEF) il était notamment souligné que, sur le continent, les difficultés d’approvisionnement en aliments pour poissons rendent les coûts de production aquacole 10 à 20 % plus élevés que la moyenne mondiale.

CAMEROUN

L’usine Chocolat Rouge va lancer sa production en 2026

Le Cameroun est l’un des principaux exportateurs de cacao en Afrique. Depuis quelques années, le pays tente de diversifier son offre sur le marché international. Au début du 2e trimestre 2026 au plus tard, Chocolat Rouge, l’usine de production du chocolat made in Cameroun que construit le Français Olivier Bordais à Nkol Melen, dans la banlieue d’Obala, région du Centre du pays, entrera en production. C’est la principale information sortie de la visite du chantier effectuée le mercredi 28 janvier par les ministres du Commerce et de l’Agriculture. En construction depuis le 31 mai 2024, Chocolat Rouge est un investissement d’un montant total d’environ 1,5 million d’euros, soit près d’un milliard de FCFA. L’usine s’étend sur 3000 m². Cette unité agro-industrielle entend expédier vers le marché international des barres de chocolat haut de gamme made in Cameroon. Ce qui permettra de diversifier la production camerounaise des dérivés du cacao sur le marché mondial. Pour rappel, depuis l’année 2024, le Cameroun a fait son entrée dans le top 10 des principaux exportateurs de pâte et beurre de cacao, selon le Comité de compétitivité, un think tank du ministère de l’Économie.

R.I.

RDC

18,3 millions USD prévus pour réhabiliter le domaine agro-industriel de la N’Sele

Les autorités congolaises veulent relancer les activités dans la ferme de la N’Sele. La reprise des activités de cet ancien domaine a pour objectif entre autres d’approvisionner la mégapole de Kinshasa. Selon le programme triennal d’investissement public du gouvernement pour la période 2026-2028, consulté par Bankable, l’exécutif prévoit un investissement total de 41,8 milliards de francs congolais, soit près de 19 millions de dollars américains, étalé

sur trois ans, en faveur du Domaine agro-industriel présidentiel de la N’Sele (DAIPN). D’après ce document, une enveloppe de 26,89 milliards de francs congolais est destinée à l’acquisition d’équipements spéciaux pour la relance des activités agricoles, tandis que le reste du financement est affecté à la réhabilitation de la porcherie du domaine. Selon un communiqué attribué par plusieurs médias locaux aux agents

du DAIPN, la ferme est à l’arrêt depuis le 1er janvier 2026, en raison d’un manque de financements pour assurer la poursuite de ses activités. Une vidéo jointe à ce communiqué montre des poulaillers vides ainsi qu’un abattoir à l’arrêt. Les agents y indiquent que les employés du secteur avicole, notamment ceux des couvoirs, de l’abattoir et de l’élevage de poulets, ont été mis en congé sans solde. Dans ce même communiqué, ils appellent à une intervention

du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, afin de venir au secours de ce projet. En 2022, le site avait reçu la visite du président de la République. Les informations disponibles à l’issue de cette visite faisaient état d’une capacité de plus de 18 000 poules pondeuses, ainsi que de deux grands poulaillers d’une capacité de plus de 9000 poulets de chair, destinés à approvisionner l’abattoir toutes les trois semaines.

Le Domaine agro-industriel présidentiel de la N’Sele a été créé en 1966, sous la présidence du maréchal Mobutu, avant d’être relancé en 2013 dans le cadre d’un partenariat public-privé avec le groupe israélien LR Group Limited. Le projet visait à approvisionner les populations de Kinshasa et de ses environs, tout en créant directement et indirectement des emplois pour les résidents locaux.

Agence

GABON

La production pétrolière de BW Energy progresse d’environ 20 % en 2025

Les activités de BW Energy au Gabon occupent une place importante dans son portefeuille pétrolier. Le pays héberge des actifs offshore clés de l’entreprise et contribue de manière significative aux volumes produits par le groupe. La production pétrolière de BW Energy au Gabon a progressé en 2025. Selon les résultats opérationnels publiés mercredi 4 février par la compagnie basée en Norvège, elle s’est établie à environ 24 400 barils par jour en moyenne, contre 20 400 barils par jour en 2024, soit une hausse d’environ 20 % sur un an. D’après la compagnie, cette production provient principalement du permis off-

shore de Dussafu, où BW Energy détient 73,5 % de participation, aux côtés de Panoro Energy (17,5 %) et de Gabon Oil Company (GOC) qui détient le reste. Au dernier trimestre 2025, la production nette attribuable à BW Energy, issue de ses actifs gabonais s’est élevée à environ 22 400 barils par jour. Par ailleurs, la production gabonaise a été affectée en fin d’année 2025 par le calendrier d’enlèvement des cargaisons, certains volumes produits n’ayant été commercialisés qu’au début de cette année. Ces décalages, indique la compagnie, n’ont pas modifié les volumes produits sur l’ensemble de l’exercice. À l’échelle du groupe, la production

nette a atteint 2,3 millions de barils au quatrième trimestre 2025, soit une moyenne d’environ 25 200 barils par jour. Cette progression des volumes ne s’est toutefois pas traduite dans les revenus, qui ont reculé à 123,8 millions de dollars, contre 233,5 millions de dollars un an plus tôt, en raison notamment de prix du pétrole plus bas.

BW Energy poursuit le développement de ses actifs au Gabon

Ce développement intervient alors que BW Energy multiplie les initiatives pour renforcer sa production pétrolière au Gabon. Début février 2025, la compa-

gnie a indiqué vouloir étendre ses activités pétrolières offshore, en ciblant de nouveaux blocs situés à proximité de la licence de Dussafu. Selon l’entreprise, ces zones présentent un intérêt en raison de leur continuité géologique avec les champs existants et de la présence d’infrastructures déjà en place. Cette stratégie d’expansion s’est traduite, en mars, par l’annonce de la découverte d’un gisement de brut offshore, baptisé Bourdon, sur la licence de Dussafu. Le puits d’exploration a été foré à une profondeur totale supérieure à 4 000 mètres, selon les informations communiquées par la compagnie.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes rassurées par Wall Street et le Japon

Les places boursières européennes entament cette sixième semaine de l'année du bon pied : Francfort gagne 0,5%, devant Londres (0,4%). Paris est un peu plus à la traîne et se maintient tout juste à l'équilibre.

Les indices européens sont globalement orientés à la hausse ce matin, dans le sillage de Wall Street, dont la séance épique de vendredi a permis de rassurer les marchés après plusieurs jours de turbulences et de doutes autour des valeurs technologiques. Ainsi, le S&P 500 a gagné 2%, devant le Nasdaq (2,2%, avec notamment 8% sur Nvidia) et le Dow Jones (2,5%). Paris évolue pour l'instant à l'équilibre, partagé entre les hausses de STMicro (5,6%) et Thales (3%) mais les replis de Vinci (-1,8%) et Eiffage (-1%). "Nous sommes face à des marchés techniques, dominés par les algorithmes et les stratégies spéculatives", analyse ce matin Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. "Lors de la semaine du 30 janvier au 5 février, les positions vendeuses sur les actions américaines n'ont jamais été aussi importantes en cinq ans, essentiellement du fait de ventes à découvert". Selon lui, la séance de vendredi dernier semble indiquer qu'un short squeeze est en train de se produire. "Il suffit qu'un groupe d'investisseurs considère que le prix actuel du marché constitue un point d'entrée à l'achat pour obliger les vendeurs à découvert, qui étaient à l'origine de la baisse, à racheter leurs positions afin de limiter leurs pertes". Les marchés européens saluent aussi ce matin la victoire, ce week-end, du parti

de Sanae Takaichi (libéral-démocrate), nouvelle Première ministre japonaise. La Bourse de Tokyo a d'ailleurs gagné près de 4% après l'élection, franchissant des niveaux record. Ce succès devrait permettre à la dirigeante nipponne de conduire sa politique monétaire expansionniste et de mettre en place un ambitieux programme de dépenses publiques.

Les valeurs en mouvement

Des deux côtés de l'Atlantique, les publications trimestrielles continueront d'affluer cette semaine. À ce titre, UniCredit gagne 5% ce matin à Milan après avoir relevé ses prévisions de bénéfices pour 2026.Il faudra patienter 24 h pour découvrir les résultats de plusieurs poids lourds des marchés, à l'instar de Coca-Cola, AstraZeneca, Spotify, BP, Barclays, Ferrari, Ford ou encore Kering. Dans le reste de l'actualité des sociétés, Citi dégrade sa recommandation sur Amundi de "achat" à "neutre", se disant toujours positif sur les perspectives à moyen terme, mais jugeant la valorisation du gestionnaire d'actifs "plus juste". Selon l'agence Reuters, citant des sources syndicales italiennes, ACC (Automotive Cells Co), coentreprise à parts égales de Stellantis, TotalEnergies et Mercedes-Benz, a mis un terme à ses projets de gigafactories en Allemagne et

en Italie. Dans ce contexte, Deutsche Bank reste à conserver sur Stellantis avec un objectif de cours réduit de 8 EUR à 7 EUR. HSBC reste à conserver avec un objectif de cours réduit de 10 EUR à 7 EUR. Oddo BHF maintient sa recommandation neutre et réduit l'objectif de cours de 9 EUR à 7 EUR. Oxcap Analytics reste à surpondérer avec un objectif de cours réduit de 12 EUR à 9 EUR. RBC Capital maintient sa recommandation "performance de marché" et réduit l'objectif de cours de 8 EUR à 6 EUR. UBS maintient sa recommandation d'achat et réduit l'objectif de cours de 12 EUR à 9,70 EUR. Wells Fargo reste à sous-pondérer avec un objectif de cours réduit de 6 EUR à 5 EUR. Novartis a annoncé vendredi soir démarrer la construction d'un nouveau centre mondial de recherche biomédi-

cale à San Diego, en Californie, "conçu pour fournir une infrastructure scientifique de classe mondiale et des capacités de découverte de médicaments".

Peu de statistiques au programme

Sur le front des statistiques, l'agenda est particulièrement calme aujourd'hui. Là encore, il faudra attendre demain pour connaître le taux de chômage hexagonal au 4e trimestre puis, outre-Atlantique, les ventes au détail, les prix à l'importation et à l'exportation, ou encore le niveau de stocks des entreprises. À Londres, le baril de Brent s'échange à 67,4 USD (-1%), l'once d'or repasse la barre des 5 000 USD l'once (1,4%, à 5 030 USD), et l'euro grappille 0,4% face au billet vert à 1,186 USD.

R I

BOURSE ZURICH

Ouverture attendue dans le vert

La Bourse suisse devrait débuter la séance de lundi en hausse, à rebours de sa clôture d'avant week-end. A l'agenda du jour figurent l'indice du moral des consommateurs suisses en janvier, les discours de la Fed et de la BCE. Le reste de la semaine sera ponctué d'annonces sur les ventes de détails, l'emploi ou encore les statistiques immobilières d'outre-Atlantique. "Les marchés européens devraient ouvrir en hausse, portés par la solide clôture de Wall Street vendredi, marquée par un nouveau sommet historique pour le Dow Jones, ainsi que par le résultat des élections japonaises. La victoire du parti de Sanae Takaichi ravive le scénario du "Takaichi Trade", et soutient à nouveau l'appétit pour le risque sur les marchés internationaux", souligne John Plas-sard, responsable de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion. Les métaux précieux restaient en terrain positif. Vers 08h20, l'or prenait 0,92% à 5012,62 dollars l'once, et l'argent 4,62% à 81,37 dollars l'once.

D'un autre côté, les cryptomonnaies chutaient fortement, le bitcoin ayant touché le seuil des 60'000 dollars pour la première fois en près d'un an et demi. Vers 08h20, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär gagnait 0,16% à 13'525,00 points. Les valeurs vedettes optaient d'un commun accord pour le vert, excepté le bon Roche en perte de 0,5%. Les autres poids lourds Nestlé (+0,2%), Novartis (+0,2%) et UBS (+0,3%) progressaient. En tête du classement provisoire, Logitech avançait de 0,9%, suivi d'Amrize (+0,8%) et Holcim (+0,7%). Sur le marché élargi, Basilea augmentait de 0,8%. Le laboratoire pharmaceutique a annoncé que les ventes de son antifongique Cresemba (isavuconazole) ont atteint des niveaux lui permettant de recevoir un nouveau paiement d'étape de 5 millions de dollars.

Agence

AU LENDEMAIN DU TRIOMPHE ÉLECTORAL DE LA PREMIÈRE MINISTRE SANAE TAKAICHI

Bourse de Tokyo bondit de plus de 5%

La Bourse de Tokyo a bondi de plus de 5% à l'ouverture lundi, au lendemain du triomphe électoral de la Première ministre Sanae Takaichi lors de législatives anticipées, qui ouvre la voie à des mesures accrues de relance budgétaire et à un colossal allègement fiscal. Vers 00H24 GMT, l'indice vedette

Nikkei gagnait 5,52% à 57.248 points, franchissant pour la toute première fois la barre des 56.000 points. L'indice élargi Topix gagnait 3,35% à 3.822 points. En dépit des craintes suscitées par le coût budgétaire de ces mesures annoncées, la devise japonaise se renforçait, gagnant 0,33% à 156,72 yens pour un dollar, après

avoir piqué du nez dans les premiers échanges. Mme Takaichi a promis dimanche soir de mener une politique budgétaire "responsable" et de "construire une économie forte et résiliente". Pour endiguer l'inflation, préoccupation majeure des électeurs, et en atténuer l'impact pour les mé-

nages, la dirigeante a promis d'exempter les produits alimentaires de la taxe à la consommation de 8% pendant deux ans. Un colossal cadeau fiscal sans source claire de financement qui a alarmé les marchés et fait bondir les rendements de la dette nip-pone à des records, mais qui devrait soutenir la consommation des

ménages ce qui réjouit notamment les marchés boursiers. Le gouvernement Takaichi avait déjà dévoilé en novembre un mas-sif plan de relance de 117 milliards d'euros adopté fin 2025, et prévoit un nouveau budget record (équivalant à 665 milliards d'euros) pour l'exercice 2026.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Février 2026

Valeur : 11 Février 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6473	129.6623
1	EUR	EURO		153.6061	153.6498
1	GBP	POUND STERLING		176.2710	176.2914
100	JPY	JAPANESE YEN		82.7360	82.7720
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7097	18.7135
1	CHF	SWISS FRANC		167.5679	167.6523
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.9867	95.0255
1	DKK	DANISH KRONE		20.5672	20.5705
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.4235	14.4274
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.4235	13.4283
1	AED	UAE DIRHAM		35.2945	35.3034
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5671	34.5748
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.2385	424.4265
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.5342	44.9817
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1186	14.1203
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.4163	20.5207
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2584	3.2685
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9867	177.9867

HYDROGÈNE, ÉOLIEN, NUCLÉAIRE

Les ambitions du Royaume-Uni pour l'énergie de demain

Le Royaume-Uni s'est donné un objectif audacieux dans le cadre de la transition énergétique : devenir une superpuissance de l'énergie propre. Pour y parvenir, le pays assure un soutien important aux solutions innovantes.

Synthèse Rédaction internationale

Le Royaume-Uni a été le premier pays à inscrire dans sa loi, de façon contraignante, le fait d'être net zéro à 2050," rappelle Miya Paolucci, CEO d'Engie UK. Mieux, cette ambition du gouvernement s'est accompagnée de l'établissement d'un cadre réglementaire stable, destiné à encourager l'investissement. Avec un certain succès déjà : depuis 2010, le pays a attiré plus de 300 milliards de livres sterling d'investissements bas carbone. Alors que des vents contraires soufflent sur le secteur ailleurs dans le monde et que les gouvernements se succèdent à la tête du Royaume-Uni, cette dynamique se poursuit : depuis juillet 2024, plus de 52 milliards de livres sterling d'investissements dans les énergies propres ont été sécurisés, tandis que le Plan "Action Clean Power 2030" vise à mobiliser 200 milliards de livres d'investissements d'ici la fin de la décennie, avec une moyenne annuelle de 40 milliards de livres.

Une stratégie au service de la transition énergétique

Cette ambition se traduit au travers de la Stratégie Industrielle publiée en 2025 et qui représente un levier essentiel pour accélérer le développement des énergies propres. Combinant investissements publics ciblés, soutien à l'innovation technologique et partenariats avec les acteurs industriels, elle crée un environnement propice à l'investissement dans les solutions bas carbone. Au cœur de cette stratégie se trouve une nouvelle relation entre gouvernement et entreprises, avec des mécanismes de soutien innovants. Parmi eux, le système de Contracts for Difference (CfD) qui garantit des prix stables pour les producteurs d'énergie renouvelable. Le gouvernement britannique a aussi créé un "Clean Energy Supply Chain Fund", un fonds d'un milliard de livres dédié à la chaîne d'ap-

provisionnement, opéré par Great British Energy, une nouvelle entreprise publique chargée d'investir dans des projets d'énergie propre et de stockage.Cependant, le réseau britannique souffre d'un déséquilibre entre la localisation des capacités de production renouvelables disponibles et les zones où la demande augmente. "Il y a eu beaucoup d'investissements dans l'éolien en mer en Écosse, mais les gros centres de consommation sont dans le sud du pays", illustre la CEO d'Engie au Royaume-Uni. "Il faut acheminer cette électricité, ce qui nécessite des investissements très importants dans les réseaux. Le gouvernement a conscience de tous ces enjeux. Il met aussi en place des plans pour accélérer les raccordements."

L'éolien offshore : un leadership mondial à consolider

De fait, le Royaume-Uni concentre la deuxième plus grande capacité éolienne offshore au monde (après la Chine) et entend continuer à renforcer sa position dominante dans ce secteur. L'objectif : déployer entre 43 et 50 GW d'éolien offshore (fixe et flottant) d'ici 2030. Le pays dispose déjà d'une chaîne d'approvisionnement multi-énergies mature qui s'étend de la Mer du Nord à la Manche, avec des clusters industriels clés dans le Sud du Pays de Galles, East Coast (Teesside, Humber), North West (Merseyside), Solent et en Ecosse. Pour les acteurs du secteur, les opportunités d'investissement couvrent l'ensemble du cycle : technologies de turbines avancées, fondations et sous-structures industrialisées, systèmes électriques et câblage, installation, exploitation et maintenance. Pour soutenir les investissements dans la chaîne d'approvisionnement de l'éolien offshore, le gouvernement a plus que doublé le budget du "Clean Industry Bonus", à 544 millions de livres et mobilise plus de 9 milliards de livres d'investissements privés. L'"Energy Skills Passport", un programme en ligne, facilite par ailleurs la reconversion des travailleurs du sec-

teur pétrolier et gazier vers l'éolien offshore.

L'éolien terrestre : lever les freins à la croissance

Longtemps freiné par des restrictions de planification, l'éolien terrestre connaît quant à lui un nouveau souffle. L'objectif national est de déployer entre 27 et 29 GW de capacité d'ici 2030, soit 12 à 14 GW supplémentaires par rapport aux 16 GW actuellement installés. La levée en 2024 de l'interdiction de facto de l'éolien terrestre en Angleterre, combinée à la réintégration des grands projets dans le régime des infrastructures nationales significatives (NSIP), simplifie considérablement les démarches. La taskforce dédiée à l'éolien terrestre travaille à réduire les barrières financières, réglementaires et politiques. Le pipeline de projets a déjà augmenté de 9,8% entre 2023 et 2024. Le groupe Engie, présent au Royaume-Uni depuis plus de 20 ans avec environ 1 300 employés, illustre parfaitement cette dynamique d'investissement. "Dans le renouvelable, nous avons aujourd'hui de l'éolien et du solaire terrestres (environ 200 mégawatts), ainsi qu'une joint-venture avec EDP Renewables, Ocean-Winds, l'un des plus grands développeurs et opérateurs d'éolien offshore en Écosse, avec déjà 1,8 gigawatts en exploitation," explique Miya Paolucci.

Le nucléaire : un mix de tradition et d'innovation

Dans le nucléaire, le Royaume-Uni abrite certaines des entreprises nucléaires les plus avancées au monde - comme Urenco (deuxième groupe mondial d'enrichissement de l'uranium), EDF Energy (plus grand producteur et distributeur d'électricité du Royaume-Uni depuis le rachat de British Energy en 2008) ou Rolls-Royce (qui conçoit notamment des "Small Modular Reactors"). Le secteur de l'atome emploie plus de 96 000 professionnels qualifiés.

DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS

Taiwan estime «impossible» de déplacer 40% de sa production de puces aux États-Unis

Il serait «impossible» de déplacer 40% des capacités de production taïwanaises de semi-conducteurs aux Etats-Unis, a estimé la chargée des négociations de Taïwan sur les droits de douane américains. Taïwan est une puissance dans la production de semi-conducteurs, un composant essentiel de l'économie mondiale, mais la Maison-Blanche voudrait davantage de cette technologie produite aux États-Unis. Washington a accepté, dans un accord conclu

le mois dernier, d'abaisser les droits de douane sur les produits de l'île à 15% au lieu de 20%, en échange d'une augmentation des investissements taïwanais aux États-Unis. Howard Lutnick, secrétaire au Commerce des États-Unis, a rapporté le mois dernier que Washington souhaitait transférer jusqu'à 40% de la chaîne d'approvisionnement et de la production de semi-conducteurs de Taïwan vers les États-Unis, avertissant que les droits de douane pour-

raient augmenter fortement si cela ne se produisait pas. En septembre, il avait annoncé aux médias américains que la production de puces de Taïwan devrait être répartie «50-50» avec Washington. Mais dans une interview diffusée dimanche soir par la chaîne taïwanaise CTS, la vice-première ministre et principale négociatrice Cheng Li-chiun a déclaré avoir clairement fait savoir à Washington que les semi-conducteurs de Taïwan ne seraient pas relocalisés. «Qu'il s'agisse

de 40 ou 50% des capacités de production qui seraient transférées aux États-Unis (...) j'ai indiqué très clairement à la partie américaine que cela est impossible», a déclaré Cheng Li-chiun lors de l'entretien. Elle a ajouté que l'écosystème des semi-conducteurs de Taïwan ressemblait à un «iceberg» et que la partie immergée était «énorme». «Un écosystème industriel construit sur plusieurs décennies ne peut pas être relocalisé» a-t-elle soutenu. Agence

ETATS-UNIS

Donald Trump annonce une visite de Xi Jinping à la Maison Blanche «vers la fin de l'année»

Le président américain a affirmé dimanche qu'il accueillera son homologue chinois afin d'évoquer notamment les questions commerciales. Il a également confirmé qu'il se rendra bien en Chine en avril. Le président américain Donald Trump a affirmé dans une interview diffusée dimanche qu'il accueillera son homologue chinois Xi Jinping à la Maison Blanche vers «la fin

de l'année», pour évoquer notamment les questions commerciales. «Il va venir à la Maison Blanche vers la fin de l'année. (...) Ce sont les deux pays les plus puissants du monde et nous avons une très bonne relation», a assuré Donald Trump dans cette interview à la chaîne américaine NBC enregistrée mercredi et diffusée dans son intégralité dimanche, lors de laquelle il réaffirme qu'il se ren-

dra en Chine en avril. Sur fond de bras de fer entre Washington et Pékin autour des droits de douane, qui ont marqué les relations entre les deux superpuissances depuis le retour au pouvoir de Donald Trump l'an dernier, le président américain a assuré que les deux dirigeants échangeaient régulièrement sur les questions économiques et commerciales. «Vous savez, c'est important que j'ai de

bonnes relations avec lui (et) qu'il ait de bonnes relations avec moi», a-t-il poursuivi. La Chine «paye beaucoup de droits de douane», a insisté Donald Trump. «Ils ne le faisaient pas dans le passé. Je suis celui qui a imposé des droits de douane à la Chine. (...) Notre pays a récupéré des centaines de milliards de dollars en droits de douane.» Agence

ALLEMAGNE

Berlin et la règle d'or

Longtemps érigée en modèle, l'Allemagne traverse aujourd'hui une crise économique et stratégique qui l'amène à reconsidérer le recours à la dette publique. Cette situation inédite révèle une fois de plus l'absurdité des règles budgétaires européennes face aux enjeux actuels. En août 2023, l'hebdomadaire The Economist titrait : « L'Allemagne est-elle une nouvelle fois l'homme malade de l'Europe ? » Après deux ans de récession, force est de constater que les piliers du modèle allemand sont bien à terre. La production industrielle est au plus mal et est revenue à son niveau de 2005. Hier grosse acheteuse de biens d'équipement et d'automobiles, la Chine est montée en gamme pour devenir un concurrent direct. La stratégie de redéploiement vers le marché américain est aujourd'hui caduque, compte tenu des droits de douane de Donald Trump, et les choix énergétiques passés combinés à la crise ukrainienne pèsent sur les industries électro-intensives comme la chimie et la métallurgie. Grâce à son modèle, l'Allemagne a pu tout au long des années 2010 se désendetter et jouer au bon élève des règles budgétaires européennes. L'Allemagne paye également son sous-investissement chronique (1) dans les infrastructures mais aussi dans le domaine militaire (1,1 % du PIB contre 2 % en France) à l'heure où le retrait de l'allié américain rend désormais insoutenable la faiblesse de ses dépenses en la matière. Enfin, le vieillissement accéléré de sa population tend, alors même qu'elle a un des âges de départ à la retraite les plus élevés, à déséquilibrer les comptes sociaux. 2,1 % de son PIB par an contre 3,7 % en Europe depuis 2000. Grâce à son modèle, l'Allemagne a pu tout au long des années 2010 se désendetter et jouer au bon élève des règles budgétaires européennes. Mais l'accumulation de contradictions conduit aujourd'hui à reconsidérer la place des dépenses et de la dette publiques : hausse des dépenses militaires de 18 %, prix subventionné de l'électricité pour les industriels, fonds spécial de 500 milliards sur douze ans pour les infrastructures et le climat...

Agence

La vraie raison pour laquelle Apple n'a toujours pas lancé son propre écran de TV

Depuis plus de quinze ans, on ne s'en lasse pas : l'idée d'un téléviseur Apple revient par cycles réguliers. Pourtant, aujourd'hui, le géant de Cupertino contrôle le salon par le logiciel, les services et les usages, sans jamais avoir lancé d'écran estampillé Apple.

En 2010 déjà, Steve Jobs confiait avoir « enfin compris » le téléviseur. La phrase a suffi à nourrir une rumeur qui, depuis, ne s'éteint jamais vraiment. Chaque nouvelle génération de son boîtier, jusqu'à la dernière en date, en 2022, l'Apple TV 4K, chaque évolution de tvOS, chaque incursion d'Apple dans les écrans et la rumeur repart de plus belle. Pourtant, plus de quinze ans plus tard, rien n'a changé. Aucun téléviseur Apple dans les rayons. Or, dans le même temps, Apple s'est installée durablement dans nos salons. Apple TV, Apple TV+, AirPlay, HomeKit, intégrations iPhone et iPad, tout est déjà là. Alors, Apple fait-elle l'impasse faute de savoir-faire industriel, ou parce que l'équation économique et stratégique ne vaut tout simplement pas la peine d'être résolue ?

Un marché du téléviseur peu aligné avec le modèle Apple

Chez Samsung, LG ou TCL, le téléviseur est avant tout un objet qui sert le marché. Les marges restent faibles, souvent inférieures à 10 %, car la concurrence tire les prix vers le bas et les dalles se banalisent vite. Chez Apple on vit d'un modèle inverse, dans lequel chaque produit doit dégager une valeur élevée dès la vente, puis prolonger cette valeur par des services. Il faut dire que le téléviseur se renouvelle lentement. Un foyer conserve son écran sept, parfois dix ans. Et ce rythme, ça n'est pas franchement celui d'un iPhone ou même du Mac. Les cycles raccourcis soutiennent les ventes et l'innovation visible. Pour Apple, un produit que l'on n'achète qu'une fois tous les dix ans pèse peu face à un smartphone renouvelé tous les trois ans. Si l'on ajoute les coûts de transport, de stockage et de réparation d'écran de grande taille, l'ardoise peut vite se charger. Quant au SAV, c'est le même modèle économique qui coûte cher, là où Apple pri-



vilégie des appareils compacts, faciles à distribuer à l'échelle mondiale. On peut comprendre alors que la firme préfère se concentrer sur des produits à forte rotation et à forte marge, plutôt que sur un téléviseur dont la valeur se dilue rapidement. Au fond, Apple vend de l'usage, de l'écosystème et des services. Le marché du téléviseur vend du volume et du prix. Un peu comme les montagnes, les deux logiques se croisent rarement.

Apple contrôle déjà l'expérience du salon

Paradoxalement, Tim Cook ne vend pas de téléviseur, mais Apple occupe déjà l'écran principal du salon. Apple TV sert de porte d'entrée, tvOS impose une interface épurée, et Apple TV+ alimente l'ensemble en contenus originaux. AirPlay relie iPhone, iPad et Mac au grand écran, tandis que HomeKit étend la présence d'Apple à l'éclairage, aux caméras et aux objets connectés. Il y a là un choix assumé. Apple maîtrise l'interface et les usages, car c'est là que se joue la fidélité. La dalle, elle, importe moins. Samsung ou LG fournissent

l'écran, Apple fournit l'expérience. Pour l'utilisateur, le résultat suffit souvent. Une Apple TV branchée à un téléviseur tiers offre déjà une continuité quasi totale avec l'écosystème Apple. De la même façon, produire un écran complet apporterait peu de contrôle supplémentaire. L'OS, les services et l'intégration multi-appareils définissent l'essentiel de l'expérience. Apple sait déjà ce que regarde l'utilisateur, comment il interagit et comment ses appareils communiquent entre eux. Un téléviseur Apple ne ferait que doubler une fonction déjà assurée par le boîtier.

La box Apple TV, une alternative bien plus stratégique

L'Apple TV, depuis sa première version, signe le pragmatisme de la marque. Le produit reste compact, rentable et simple à faire évoluer. Une puce plus puissante, un nouveau format HDR, une télécommande revue, et le cycle repart. Il suffit d'une mise à jour logicielle, comme celle de l'Apple TV 4K que l'on attend désormais pour le printemps pour prolonger la durée de vie du boîtier, qui, ne l'oublions

pas, sert de vitrine aux services maison. Il faut aussi regarder son rôle évoluer. Apple pousse l'Apple TV comme hub domestique, point d'ancrage de HomeKit, interface vocale via Siri, et bientôt relais pour les fonctions liées à l'intelligence artificielle locale. Dans ce schéma, le téléviseur sert d'affichage, pas de cerveau. Or, Apple vend toujours le cerveau. La prochaine génération d'Apple TV 4K va dans le même droit-fil. Plus de puissance, une meilleure intégration des services, et une place renforcée dans le salon connecté. Pour Apple, on ne cherche pas midi à quatorze heures. Ajouter de l'intelligence à un boîtier coûte moins cher et rapporte plus qu'intégrer cette intelligence à un écran encombrant et cher.

2026 sera-t-elle l'année d'un téléviseur Apple ?

L'absence de téléviseur Apple tient moins d'un retard que d'un arbitrage froid. Apple choisit de contrôler l'intelligence, l'interface et les services, plutôt que l'objet lui-même. Un téléviseur Apple n'aurait de sens qu'en cas de rupture d'usage claire, capable de justifier un nouveau cycle d'achat et une valeur durable. En attendant cette rupture, Apple poursuit sa stratégie. La pomme s'incruste dans nos salons, influence les usages et capte la valeur, sans jamais vendre de téléviseur. Et c'est peut-être là que réside la vraie singularité de Cupertino. Apple n'a jamais été aussi présente devant l'écran, tout en refusant de signer le cadre.

YouTube Music serre la vis aux utilisateurs gratuits

Pour attirer davantage d'utilisateurs vers ses plans premium, YouTube Music n'hésite pas à raboter son offre gratuite en restreignant l'accès aux paroles des chansons. Ayant dépassé le cap des 5 milliards de téléchargements sur le Play Store, YouTube Music ne lésine pas sur les évolutions : recherche au sein des playlists, échantillons de chansons sur les pages Artistes, nouvelle section Speed Dial et bien d'autres. Pour accélérer sa monétisation, la plateforme n'hésite pas non plus à restreindre des fonctions autrefois gratuites pour avantager son offre payante. Une décision qui ne devrait pas plaire à tout le monde.

Les paroles retirées de l'offre gratuite YouTube Music

En septembre 2025, YouTube Music avait restreint l'accès aux paroles de chansons pour certains utilisateurs gratuits, un test qui était loin d'avoir fait l'unanimité. Loin d'être découragée, l'équipe en charge du développement de la plateforme a décidé d'étendre la suppression de cette fonction appréciée à un plus grand nombre de comptes. Depuis quelques jours, de nombreux utilisateurs se plaignent en effet sur Reddit de ne plus pouvoir lire les paroles de leurs chansons favorites. Seuls cinq visionnages sont permis avant que la plateforme ne floute les textes et n'affiche un encart les incitant à passer en mode premium.

Telegram revoit son interface pour Android

L'interface Android de Telegram se refait une beauté en s'inspirant plus que jamais de Liquid Glass. Hélas, les utilisateurs ne sont pas vraiment convaincus. Avec son système iOS 26, Apple a l'an passé lancé le design Liquid Glass, qui inclut notamment de nouveaux effets de transparence. En automne dernier, Telegram a commencé à introduire certains de ces éléments dans la version iOS de sa messagerie avant d'en rajouter une couche en janvier 2026. C'est désormais au tour de Telegram pour Android de bénéficier du nouveau design, au grand dam de ses utilisateurs.

Telegram mise plus que jamais sur Liquid Glass

La version 12.4.0 de Telegram pour Android introduit une refonte d'interface majeure, inspirée du nouveau look Liquid Glass,



arboré par la version iOS depuis quelques mois déjà. On trouve notamment une barre inférieure

dotée de quatre onglets (Discussions, Contacts, Paramètres et Profil), qui reste toujours visible.

Cette nouveauté facilite grandement l'usage de l'appli à une main. Le menu hamburger cède, quant à lui, la place à un nouveau menu contextuel. Situé en haut à droite de l'écran, en cliquant sur trois petits points, ce dernier regroupe toutes les fonctions autrefois présentes dans l'ancien menu. La mise à jour introduit également les fameux effets de transparence et de flou propres à Liquid Glass.

Une nouveauté qui laisse les utilisateurs sur leur faim

En abandonnant son ancien style, Telegram pour Android adopte donc le design plus moderne déjà visible sur iOS. L'objectif est sans doute de proposer une expérience similaire sur les deux systèmes afin qu'il n'y ait pas de jaloux. Mais cette nouveauté est loin de faire l'unanimité

MONDIAL DE L'AUTOMOBILE DE PARIS 2026

Toutes les marques et les nouveautés

Depuis 2024, le Mondial de l'Auto à Paris a retrouvé une très bonne dynamique comme durant les années d'avant Covid. Cette édition 2026 qui se tiendra à Paris, au parc des Expositions de la porte de Versailles dans le 15e arrondissement, du mardi 13 au dimanche 18 octobre 2026 sera très attendue. Faisons le point sur les marques présentes et sur les rares absentes.

La prochaine édition du Mondial de l'Auto qui se tiendra à Paris porte de Versailles du mardi 13 au dimanche 18 octobre 2026 sera très attendue. Ce sera la 91e depuis la création de cette manifestation en 1898. Aux antipodes de celle post-covid, en 2022, qui semblait alors être la dernière du célèbre salon parisien. La précédente édition, en 2024, avait déjà bien remonté la pente avec notamment le retour des marques Audi, BMW, Ford, Kia, Tesla ou Volkswagen et au total 48 constructeurs présents pour 158 exposants et plus important encore une fréquentation de 500 000 visiteurs. Celle de cette année profitera en plus de la présence de Hyundai, Kia, Mercedes et Fiat qui seront à leur tour de retour au Mondial. A contrario, Toyota Europe n'aurait pas souhaité être présent tout comme Lexus.

Abarth

En difficulté en raison de l'effondrement du marché de l'électrique, la marque au scorpion songe à revenir au thermique. Non pas sur la 500, mais plutôt avec une 600 boostée. En outre, un projet de Grande Panda Abarth est dans les cartons.

Alpine

Pour la marque au A fléché, l'année 2026 sera celle du remplacement de la berlinette A110 dont la présentation remonte déjà à 2017, par une nouvelle génération 100% électrique.

Audi

La marque aux anneaux a fait son retour au Mondial en 2024. Cette année, elle présentera sa nouvelle entrée de gamme électrique, l'Audi A2 e-tron capitalisant (rentabilisant ?) la base technique de la Volkswagen ID.3, une



nouvelle génération du Q7 et pour le chant du cygne du moteur à 5 cylindres 2.5 TFSI, une version encore plus affûtée de la RS3.

BMW

Tout comme Audi, BMW est revenu aux affaires lors de l'événement parisien, en 2024 en présentant à l'époque le concept Neue Klasse qui depuis ont conduit au iX3 de série. Dans cette veine, la marque à l'hélice présentera cette année la berline familiale électrique BMW i3, mais également une nouvelle génération du SUV BMW X5.

Cupra

Depuis le temps qu'on l'attend, pour mémoire, elle fut esquissée par un premier concept car au salon de la mobilité IAA de Munich en septembre 2021, cette fois la Cupra Raval de série est fin prête. La jumelle technique de la Volkswagen ID.Polo ciblant l'Alpine A290, prendra son premier bain de foule à Paris. Sa révélation officielle est attendue au printemps prochain.

Skoda

La marque Tchèque fera le grand écart avec sa gamme de SUV électriques en exposant le petit Skoda Epiq rival d'une Renault 4 E-Tech et à l'autre bout du spectre, l'imposant SUV sur prise à 7 places dérivant du concept car Skoda Vision 7S qui se nommera Skoda Peaq.

Mercedes-Benz

La marque à l'étoile exposera au Mondial de Paris la version restylée de sa limousine Classe S mais également celui qu'elle présente aussi comme une limousine réinventée, le successeur du fourgon électrique EQV, désormais baptisé VLE.

NOUVEAU SUZUKI ACROSS

Le SUV hybride rechargeable japonais

Suzuki renouvelle son SUV hybride rechargeable Across. Toujours étroitement dérivée du Toyota RAV4, renouvelé mi-2025, la variante Suzuki est annoncée dans une unique version hybride rechargeable. Une nouvelle génération qui s'offre un nouveau visage, un intérieur plus technologique et une chaîne de traction revue. Une mise à jour cohérente qui confirme le rôle de l'Across comme déclinaison Suzuki d'un modèle déjà bien installé sur le segment des SUV familiaux électrifiés. Le Suzuki Across évolue avec une nouvelle génération hybride rechargeable. Cousin technique du Toyota RAV4, il progresse à l'intérieur et sur la motorisation. Quelques semaines après avoir pu découvrir les prix du tout nouveau Toyota RAV4 chez nous, c'est au tour de Suzuki de renouveler son SUV hybride rechargeable, le Across. Comme la génération précédente, le modèle repose étroitement sur la 6e génération du RAV4,



puisqu'il en reprend l'architecture et les grandes lignes techniques, assumant pleinement son rôle de cousin technique au sein du partenariat entre Suzuki et Toyota. Esthétiquement, il faudra avoir un oeil aiguisé pour distinguer ces deux cousins. Évidemment le logo aidera, mais la calandre aussi est légèrement différente sur le Across, donnant à celui-ci une allure robuste. Seules quatre

eintes sont proposées sur le SUV familial polyvalent : blanc, gris, noir et un kaki foncé.

Une seule motorisation hybride rechargeable pour le Suzuki Across

Sous le capot, l'Across adopte un système hybride rechargeable de nouvelle génération, commun au RAV4. Mais contrairement à ce der-



nier, pour le moment, il n'est pas encore question de version hybride "pure". Pour ce qui est du moteur thermique, il s'agit d'un 4 cylindres 2,5 l qui associe injection directe et indirecte, avec un rendement optimisé. Le système hybride rechargeable quant à lui est annoncé comme plus compact. Et surtout, la capacité supérieure de la batterie (22,7 kWh) promet d'augmenter l'autonomie en

mode 100% électrique... La transmission intégrale électrique E-Four reste de série, avec une gestion automatique du couple et plusieurs modes de conduite optimisés. Reste maintenant à être un peu patient pour découvrir ses caractéristiques complètes, sa date de sortie et surtout ses tarifs, qui devraient être un peu en deçà de ceux du cousin nippon.

Mots fléchés

Pigeons blancs		Sépare		Convien <i>s</i>		Échine		Arme automatique (initiales)			Dame		Jadis le loup
Bel oiseau				En ce lieu		Organe récepteur				Organe d'un sens Chauve-souris	Paradis terrestre		
Bijou		Roches ferriques						Expulsée Entre l'URSS et la Russie (initiales)					
		Brillant					Habitation africaine					Grand lac américain	
							Frangins						
Voix qui change				Délicat									
Ceinture jaune				Inventé									Substance
			Mer européenne		Sortie	Glissé					Île de France		
Alcaloïde											Unités forestières		
Usés								Singe-araignée		Situé à l'étude			
						Insuffisances				Saison			
Certificat	Natives					Écimé						Un de nos voisins	
	Pacotilles					Toilettes publiques							
				Beau château					L'Irlande gaélique				
				Commune du Cher					Empereurs russes				
Représentation		Recueil d'anecdotes	Prénom féminin			Petit lieutenant				Annonce la suite			
			Geindre			Id est							
					Contestes					Qualité d'huiles (initiales)			
					Figé					Coiffure papale			
Force								Astate			Affole		Arrose Paris
Proclamées													
							Suppliais						
							Écharpes						
Jeune comédienne		Péninsule d'Asie		Général confédéré				Assaison-née					
				Paris sous les romains				Fleuve outre-Rhin					
									Femme du rajah				
Erbium			Sur une plaque néerlandaise		S'écrouler				Vaincu			Orateur grec	
Risquant													
					Chanteuse française					Partie tendre			
					Manche au tennis					Levant			
Petite pomme	Offensé							Petits socles					Petit tour
	Praséodyme							Langue du sud					
			Cérium			Bêtes					Pour unir		
Donne							Couteau à lame rétractable						

PÉTROLE:

Le Brent à 68,06 le baril

Les prix du pétrole étaient quasiment stables lundi, dans un marché jugeant encore le risque réel des évolutions géopolitiques et leurs répercussions sur l'offre mondiale. En milieu d'échanges, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, grappillait 0,01% à 68,06 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, prenait 0,03% à 63,57 dollars.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 166 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 166 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile.

"Durant la période du 8 au 9 février 2026, la Protection civile a enregistré 137 interventions, suite à des accidents de la circulation survenus dans plusieurs wilayas, ayant causé le décès de 5 personnes et des blessures à 166 autres", précise la même source.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer les soins de première urgence à 7 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et de chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas de Naâma (5 personnes) et Médéa (2 personnes). Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'El Taref, Illizi, Oum El Bouaghi et Tiaret.

Dans la wilaya de Biskra, deux (2) personnes sont décédées et une autre a été blessée, suite à une explosion survenue lors d'une opération de maintenance d'une citerne vide pour le transport de gaz.

PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ

Le Premier ministre préside un Conseil interministériel

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier un Conseil interministériel, consacré à l'examen de l'avancement du projet intégré de phosphates, structuré au niveau de trois wilayas : Tébessa, Souk Ahras et Annaba, ont indiqué les services du Premier ministre dans un communiqué.

Il s'agit d'un projet majeur pour le développement du secteur minier et industriel national, qui dispose de réserves exploitables estimées à 840 millions de tonnes de phosphate, et dont l'objectif est de produire annuellement 10,5 millions de tonnes de phosphate brut, ajoute la même source.

À cette occasion, « plusieurs mesures ont été adoptées afin de renforcer la coordination entre les secteurs et de mobiliser tous les moyens nécessaires pour respecter les délais fixés par le président de la République pour l'achèvement de ce projet, prévu pour la fin de l'année 2026 », souligne la même source.

EL DJEÏCH

L'Algérie poursuit avec détermination son projet prometteur de nouveau national

L'Algérie poursuit, en dépit de toutes les tentatives de semer la confusion, propager le mensonge et la calomnie, son projet prometteur de renouveau national, auquel "nous contribuons tous, avec toute la volonté, la détermination et le sérieux voulus", indique la revue El Djeïch dans son numéro du mois de février. Dans son éditorial intitulé "Consécration de la souveraineté", la publication souligne que "malgré toutes les tentatives de semer la confusion, de propager le mensonge et la calomnie", l'Algérie poursuit son chemin "avec détermination et fermeté" vers la consécration de son projet prometteur de renouveau national. Cela "grâce à ses filles et ses fils loyaux et nobles, qui puisent dans leur volonté et leur abnégation pour édifier l'Algérie nouvelle et victorieuse, tous fiers de ce qu'ils accomplissent, bâtissant, à la sueur de leur front, les contours de lendemains radieux, déterminés à être à la hauteur de la grandeur de leur pays et à préserver le legs de leurs glorieux aînés", précise la revue. "Il en est de même pour l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, qui continue, en toute détermination et avec mérite, de s'acquitter de ses nobles missions constitutionnelles et d'accompagner le parachèvement de ce processus de développement à travers sa contribution aux différents projets structurants, tout en veillant à la sécurisation de chaque parcelle du territoire national sacré contre toute tentative de porter atteinte à sa sécurité, à sa stabilité et à la quiétude de son peuple, d'une manière qui renforce son immunité et sa sérénité", note la même source.

Dans ce cadre, El Djeïch rappelle que "notre pays vit, ce mois-ci, au rythme d'une réalisation historique d'envergure" avec le lancement officiel par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, de l'exploitation de la ligne minière ferroviaire reliant le gisement minier de Gara Djebilet à Tindouf et Béchar sur une longueur de 950 km, et du départ du train transportant les premières cargaisons du minerai de fer de Gara Djebilet à destination d'Oran en passant par Béchar.

Avec l'inauguration de ce mégaprojet stratégique, "nous assistons, comme l'a souligné le président de la République, dans son allocution à cette occasion, à une des étapes de la concrétisation d'une réalisation nationale stratégique et historique, longtemps évoquée comme un rêve lointain, mais que nous avons réussi à concrétiser, en nous inspirant du nationalisme mobilisateur qui a galvanisé les consciences de nos aïeux et leur a donné la force d'affronter le colonialisme odieux".

Le président de la République a précisé dans ce sens que "tous les moyens ont été mobilisés pour atteindre les objectifs escomptés dans l'Algérie souveraine, fière et victorieuse, qui avance résolument vers la réalisation de ses objectifs, pour se libérer de la dépendance aux hydrocarbures et miser sur nos propres capacités, grâce aux richesses et aux ressources dont Dieu Le Tout-Puissant nous a gratifiés dans toutes les régions de notre chère patrie, mais aussi grâce aux volontés nationales sincères, aux compétences et au savoir-faire capables de porter l'Algérie à bout de bras, quels que soient les efforts à déployer et les sacrifices à consentir".

L'éditorial d'El Djeïch a également relevé que "cet événement intervient après le lancement, à la fin du mois dernier, de deux satellites Alsat-3A et Alsat-3B dans le cadre des efforts soutenus de l'Etat visant la maîtrise des technologies spatiales, afin d'assurer la modernisation de notre dispositif en matière d'information géospatiale". "Des réalisations importantes qui viennent s'ajouter à celles, nombreuses, concrétisées ces dernières années et qui démontrent que l'Algérie avance sur la bonne voie et à pas sûrs", souligne la même source, ajoutant que "ces réalisations stratégiques interviennent alors que nous vivons dans une ambiance festive, conférée par la célébration de l'anniversaire de nombreux hauts faits passés dans la postérité dont regorge le mois de février".

La publication cite, parmi ces hauts faits, "la Journée nationale du Chahid, une occasion pour nous de renouveler notre serment de fidélité et la préservation du legs de nos Chouhada, pour nous remémorer également et nous recueillir à la mémoire des martyrs des massacres de Sakiet Sidi Youcef, événement qui a apporté la démonstration de la cohésion et de la solidarité des peuples frères algérien et tunisien face à la lâche et barbare agression de l'occupation coloniale française".

"Cet agresseur immonde, qui a entamé en février 1960 l'exécution de la série de crimes horribles dans notre pays qu'ont été les explosions nucléaires dans le sud de notre pays", relève l'édito.

Ce mois est également l'occasion de "nous remémorer des jours glorieux dans le parcours de notre Patrie, tels que la création de l'Union générale des travailleurs algériens le 24 février 1956, la nationalisation des hydrocarbures et la récupération de la base navale de Mers El Kebir, dans le cadre de l'action engagée par notre pays visant à asseoir sa souveraineté sur ses ressources, ses richesses et ses capacités".

A cela, s'ajoute la célébration de la Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie. "Autant la commémoration de toutes ces occasions constitue un hommage aux hommes et femmes sincères d'Algérie qui ont consenti de lourds sacrifices lors des différentes étapes de la marche victorieuse de notre pays, autant elle représente une opportunité pour nous inspirer des nobles valeurs qui les ont animés et de leurs immenses sacrifices, particulièrement en cette étape marquée par les évolutions qui s'opèrent à tous les niveaux en Algérie, à la lumière de son prometteur projet de renouveau national, au parachèvement duquel nous contribuons tous avec toute la volonté, la détermination et le sérieux voulus", affirme la publication.

"Et tout comme l'Algérie est aujourd'hui une oasis de sécurité, de stabilité et de quiétude, elle est aussi un grand chantier ouvert à des projets stratégiques, grâce auxquels elle progresse régulièrement pour prendre sa place parmi les pays émergents, en dépit de toutes les tentatives misérables et désespérées d'entraver et de freiner son parcours", relève la même source. "Des menées vis-à-vis desquelles le peuple algérien, grâce à sa perspicacité, sa clairvoyance et sa vigilance, a grande conscience de leurs visées néfastes ainsi que des complots de bas étage concoctés par les ennemis de l'Algérie, par ceux qui nourrissent à son égard une profonde et tenace rancœur et avec eux leurs misérables laquais qui naviguent dans leur giron et qui ont vendu leur Patrie et leur âme à vil prix", ajoute El Djeïch. "Pour autant, leurs plans malveillants sont inévitablement et nécessairement voués à l'échec pour la simple et bonne raison que les thèses qu'ils promeuvent ne sont que vent, coquilles vides frisant le ridicule, car s'inscrivant dans le cadre de campagnes de désinformation contre notre pays", mentionne encore la revue.

Des campagnes qui "n'atteindront jamais leurs fins ni leurs funestes objectifs. Ce ne sont et ne demeureront que cendres que le vent emportera, que nuages d'été n'offrant aucune ombre ni soulagement tant il s'agit de gesticulations dénuées de tout professionnalisme, qui trahissent la confusion et le désespoir de leurs auteurs qui sont tombés bien bas", conclut l'éditorial d'El Djeïch.

APS